

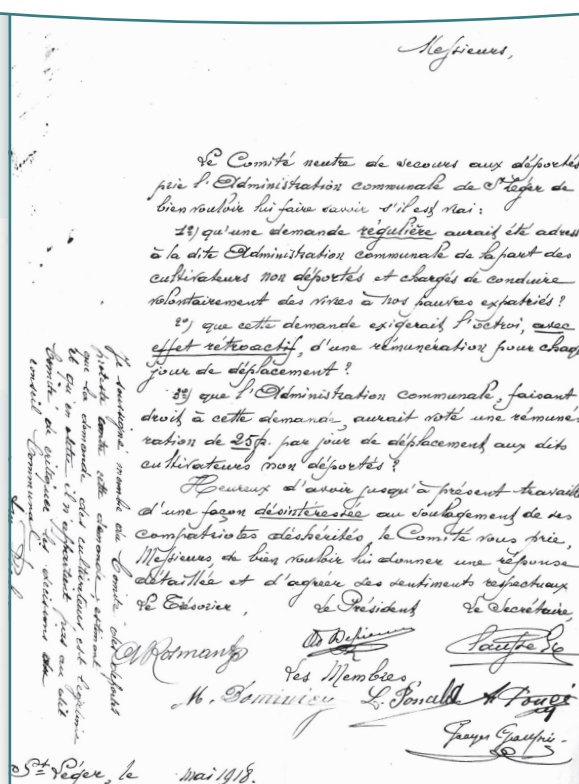
Inventaire des archives de la commune de Saint-Léger

1797-1976 (1984)

HADRIEN LAMBIN, DELPHINE LANNOY,
VINCENT PIRLOT & MARIE-HÉLÈNE VAN DER KAA

PRÉFACE DE
PHILIPPE COURARD

AVANT-PROPOS DE
PHILIPPE LEMPEREUR



INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA COMMUNE DE SAINT-LÉGER
1797-1976 (1984)

ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON

INVENTAIRES

76



Naamsvermelding - Niet Commercieel - Geen Afgeleide Werken

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/nl/>

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

ISBN : 978 90 5746 717 2

Archives générales du Royaume

D/2014/531/064

Numéro de commande: Publ. 5371

Archives générales du Royaume

2 rue de Ruysbroeck

1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications peut être obtenue gratuitement sur simple demande (publicat@arch.be) et est également consultable sur notre page électronique (<http://arch.arch.be>).

Numéro de l'instrument: AEA 092

Inventaire des archives de
la commune de Saint-Léger

1797-1976 (1984)

Hadrien LAMBIN, Delphine LANNOY
Vincent PIRLOT & Marie-Hélène VAN DER KAA

Préface de
Philippe COURARD

Avant-propos de
Philippe LEMPEREUR

Bruxelles
2014

INDICATIONS SOMMAIRES POUR L'UTILISATION

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être commandées via un terminal se trouvant dans la salle de lecture et moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence, mentionnez ici :

AEA 092

Le document doit être désigné par sa cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Restrictions en matière de consultation et de reproduction

Les archives de plus de 100 ans composant le présent instrument de recherche sont consultables sans restriction. Les documents de moins de 100 ans ne sont consultables qu'après autorisation du Collège communal de Saint-Léger.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet. Ensuite, on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON, *Administration communale de Saint-Léger*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AEA, *Com. Saint-Léger*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
AVANT-PROPOS	11
DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	13
I. IDENTIFICATION	13
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	13
A. Producteur d'archives	13
1. <i>Nom</i>	13
2. <i>Historique</i>	13
3. <i>Compétences et activités</i>	16
4. <i>Organisation</i>	17
B. Archives	18
1. <i>Historique</i>	18
2. <i>Acquisition</i>	18
III. CONTENU ET STRUCTURE	18
A. Contenu	18
B. Sélections et éliminations	21
C. Accroissements/compléments	22
D. Mode de classement	22
IV. CONSULTATION ET UTILISATION	23
A. Conditions d'accès	23
B. Conditions de reproduction	24
C. Langues des documents	24
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	24
A. Documents apparentés	24
B. Bibliographie	25
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	26
INVENTAIRE	29
I. GÉNÉRALITÉS	29
A. Documents généraux du conseil communal	29
B. Dossiers administratifs constitués par la commune	29
C. Correspondance générale	38
D. États généraux, enquêtes, statistiques générales	39
E. Séries concernant la responsabilité, le contentieux et les actions en justice	39
II. ORGANISATION ET PERSONNEL	40
A. Organisation et membres des organes politiques	40
1. <i>Bourgmestre</i>	40

B. Organisation des services.....	40
1. <i>Gestion des archives courantes, intermédiaires et statiques</i>	40
2. <i>Équipement matériel des services</i>	40
C. Personnel des services.....	40
1. <i>Statut du personnel, traitement et autres règlements</i>	40
2. <i>Documents concernant les comités de concertation de base et organes similaires ...</i>	40
3. <i>Documents concernant d'autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal</i>	41
III. GESTION DU PATRIMOINE MOBILIER ET IMMOBILIER	41
IV. FINANCES ET FISCALITÉ	42
A. Comptabilité du secrétariat	42
1. <i>Budgets et annexes</i>	42
2. <i>Registres de comptabilité</i>	43
3. <i>Documents concernant les emprunts</i>	44
4. <i>Documents concernant les subventions des autorités supérieures</i>	44
B. Comptabilité du receveur	45
1. <i>Comptes et pièces justificatives du receveur ordinaire</i>	45
2. <i>Documents concernant les impositions et taxes</i>	49
V. ÉTAT CIVIL.....	53
A. Généralités	53
B. Documents concernant les cimetières et les funérailles	53
C. Autres documents concernant l'état civil.....	54
VI. POPULATION	54
A. Généralités	54
B. Registres de la population et autres documents concernant le mouvement de la population.....	55
C. Recensements et autres états de la population	56
D. Cartes d'identité et passeports	56
VII. ÉLECTIONS.....	57
A. Généralités	57
B. Documents concernant les personnes éligibles et les candidats	57
C. Listes électorales et listes dérivées.....	57
D. Documents concernant la révision des listes électorales	59
E. Dossiers des élections	61
VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES.....	61
A. Service militaire	61
1. <i>Milice et volontaires</i>	61
B. Milices bourgeoises.....	67
1. <i>Garde civique (1830-1921)</i>	67
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	67
D. La guerre et ses conséquences	67
1. <i>Première Guerre mondiale</i>	67
2. <i>Seconde Guerre mondiale</i>	68
IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	68
A. Police communale	68

1. <i>Police urbaine</i>	68
a. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics	68
b. Missions de police judiciaire	68
2. <i>Police rurale</i>	69
B. Autres services d'ordre communaux.....	70
1. <i>Service d'incendie</i>	70
X. SANTÉ PUBLIQUE.....	70
A. Généralités	70
B. Exécution des tâches communales	70
1. <i>Lutte contre les maladies épidémiques</i>	70
2. <i>Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce</i>	70
3. <i>Police sanitaire des animaux domestiques</i>	71
4. <i>Contrôle de la salubrité des habitations et logements</i>	71
5. <i>Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes</i>	71
XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	71
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses	71
1. <i>Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux</i>	71
2. <i>Bâtiments affectés à l'enseignement</i>	71
3. <i>Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse, tourisme</i>	72
4. <i>Bâtiments affectés au culte, bâtiments et constructions annexes (presbytère, cimetière, etc.)</i>	72
5. <i>Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.)</i>	73
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, ...)	73
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	74
D. Travaux concernant les services d'utilité publique	74
1. <i>Distribution d'électricité</i>	74
2. <i>Réseau d'égouts</i>	75
3. <i>Téléphone</i>	75
4. <i>Transports en commun</i>	75
E. Aménagement du territoire	75
1. <i>Généralités</i>	75
2. <i>Plan d'aménagement</i>	75
XII. ENSEIGNEMENT.....	75
A. Généralités	75
B. Cadre général	76
C. Organisation	76
D. Personnel	76
E. Bâtiment	76
F. Équipement	76
G. Finances	77
H. Obligation scolaire	77
XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS	78
A. Culture.....	78
B. Divertissements	78

C. Sports	79
XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE	79
A. Agriculture et syviculture.....	79
B. Industrie et artisanat	79
C. Circulation.....	79
D. Communication.....	79
XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	80
A. Mesures sociales	80
1. <i>Allocations</i>	80
2. <i>Chômage</i>	80
3. <i>Logement</i>	80
a. Exécution des tâches communales	80
b. Collaboration avec des tiers.....	80
XVI. TUTELLE SUR LE C.P.A.S. ET SES PRÉDÉCESSEURS EN DROIT	80
A. Bureau de bienfaisance	80
1. <i>Finances</i>	80
2. <i>Exécution des tâches</i>	80
B. Commission d'assistance publique	81
1. <i>Personnel</i>	81
2. <i>Finances</i>	81
3. <i>Exécution des tâches</i>	81
C. Centre public d'aide sociale	81
XVII. RELATIONS AVEC LES CULTES RECONNUS.....	82
A. Paroisse de Saint-Léger.....	82
1. <i>Patrimoine</i>	82
2. <i>Personnel</i>	82
3. <i>Finances</i>	82
TABLE DE CONCORDANCE.....	85

PRÉFACE

Le présent travail dont il m'est donné de signer la préface marque l'aboutissement d'une belle initiative du Collège communal de Saint-Léger. C'est à plus d'un titre que je l'encourage.

D'abord, en tant que municipaliste convaincu, il est rassurant de constater que dans un paysage institutionnel complexe, il est possible à une commune ou à un ensemble de communes d'amener différents niveaux de pouvoir à collaborer pour le bien public. Pour ce projet pilote dans la Province de Luxembourg, la Commune de Saint-Léger – et la majorité des communes luxembourgeoises – ont fait le nécessaire pour solliciter et obtenir le soutien technique et financier des Archives de l'État, du Collège provincial, de la Région wallonne et de l'Institut archéologique du Luxembourg.

En tant qu'ancien Ministre des Pouvoirs locaux en Région wallonne, je connais les difficultés des administrations locales en matière de gestion de leurs flux documentaires. La présente initiative, développée à la demande de mandataires locaux et de secrétaires communaux, est une première réponse structurelle et individualisée à leurs obligations administratives et juridiques en matière de gestion des flux documentaires. Les scientifiques de l'Établissement scientifique fédéral que sont les Archives de l'État, loin d'une certaine image quelque peu désuète, ont essayé de répondre à la problématique bien réelle qui leur était posée. En tant que Secrétaire d'État à la Politique scientifique, je suis donc heureux que des liens forts puissent se tisser entre une institution fédérale comme celle des Archives de l'État et les pouvoirs locaux.

Enfin, en tant que Luxembourgeois, je suis particulièrement sensible aux différentes richesses de notre belle province. Si par « patrimoine culturel », on entend l'ensemble des composantes matérielles et immatérielles qu'une société hérite de son histoire et cherche à sauvegarder, ne peut-on pas parler alors de « patrimoine archivistique » ? Dans mon esprit, il ne fait aucun doute que ces patrimoines constituent un élément structurant pour le développement culturel et social de nos villes et villages.

Philippe COURARD
Secrétaire d'État à la Politique scientifique

AVANT-PROPOS

Depuis quelques années, le goût de l'Histoire n'a jamais été si prononcé. L'essor des cercles et des associations d'histoire locale en est la meilleure illustration. Les publications se multiplient et rencontrent un succès grandissant : à l'heure d'une mondialisation effrénée, nous avons d'autant plus besoin de racines pour bâtir une identité forte, tant individuelle que collective.

Pour écrire la petite et la grande Histoire et ainsi entretenir et donner sens au travail de mémoire (je pense par exemple aux commémorations pour le 100^e anniversaire de la Guerre 1914-1918), encore faut-il pouvoir consulter des sources de premier ordre : les archives de l'administration communale. Souvent malmenées, notamment lors de la fusion des communes, soit par ignorance ou simplement par manque de place, ce que d'aucuns considèrent comme des « vieux papiers » ont, dans le meilleur des cas, été remisés dans des endroits inaccessibles.

La commune de Saint-Léger vient de déposer aux Archives de l'État à Arlon l'essentiel de ses documents antérieurs à 1977. Insistons sur le fait qu'il s'agit bien d'un « dépôt » d'archives, ce qui d'un point de vue juridique signifie que la commune reste propriétaire de ses documents. Le Collège communal reste d'ailleurs seul compétent pour autoriser la consultation des archives communales de moins de 100 ans.

Si le dépôt des archives en lui-même est gratuit, les Archives de l'État ont demandé que des inventaires des documents transférés soient dressés. L'inventaire des archives de Saint-Léger fait suite à celui de Châtillon, publié en 2013, et à celui de Meix-le-Tige, publié en 2012. Ainsi, les trois anciennes entités formant l'actuelle commune ont-elles été inventoriées. En cela, Saint-Léger est pionnière en province de Luxembourg, voire en Région wallonne.

D'une pierre, nous avons fait plusieurs coups : à l'aide de moyens limités, la collaboration entre la commune de Saint-Léger, les Archives de l'État, le Collège provincial et l'Institut archéologique du Luxembourg a permis de libérer de la place pour que notre administration communale puisse faire face à ses obligations légales à venir. En outre, cette collaboration garantit la pérennité des archives communales, qui peuvent désormais être consultées et valorisées dans les meilleures conditions possibles par les nombreux passionnés d'histoire locale et par l'ensemble des chercheurs. Il s'agissait là d'un préalable indispensable pour pouvoir écrire la petite et la grande Histoire de notre commune.

Philippe LEMPEREUR
Premier Échevin

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence: BE AEA, Com. Saint-Léger (521 – 1389)
Numéro de l'instrument : AEA 092
Nom: Archives de la commune de Saint-Léger
Dates: 1797-1976 (1984)
Niveau de description: Fonds d'archives
Importance matérielle: 1252 articles (15,60 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Administration communale de Saint-Léger

2. HISTORIQUE

Bien que le bilan archéologique pour la commune de Saint-Léger s'avère décevant, les premières traces de présence humaine remontent au néolithique, soit vers 4000 ou 3000 avant J.-C.

Les trois fortifications protohistoriques « en éperon barré », surplombant la vallée de la Rouge Eau, au nord de Saint-Léger, suggèrent la présence d'une population nombreuse dans la région, tout au moins à titre temporaire, puisque La Tranchée des Portes à elle seule constitue un refuge de 100 ha¹.

On trouve les premières traces du village en 1222, dans un texte confirmant l'octroi de terres aux moines de l'abbaye d'Orval par l'archevêque de Trèves. Il semble toutefois que le don de ces biens par le chevalier Roger de Cutry et son épouse doive être situé vers 1150. Le comté de Cutry constitue au XI^e siècle un immense ensemble allodial. Au XII^e siècle, il fait partie du territoire de la châtellenie de Longwy, sur laquelle, durant les siècles suivants, les comtes de Bar et de Luxembourg ainsi que le duc de Lorraine vont exercer une domination, successive ou parallèle. Saint-Léger est affranchi par la loi de Beaumont², en 1367-1368, en vue de supprimer tous les problèmes nés de son indivision puisque les ducs de Luxembourg et de Lorraine « estoient seigneurs chascun pour moitié du bourg de Saint-leger »³.

¹ Pour plus d'informations, consulter : VAN DER KAA M.-H., HURT V. et HENROTAY D., *Saint-Léger et ses environs dans les temps très anciens*, dans *Au fil du Ton*, 2000, n° 24.

² Pour plus d'informations, consulter : KURTH G., *La charte d'affranchissement de Saint-Léger, 2 mars 1368*, Bruxelles, 1877.

³ VAN DER KAA M.-H., *La « Ville » de Saint-Léger (1368-1775)*, dans *Au fil du Ton*, 2000, n° 24, p. 5.

En 1602, le Traité des Limites, signé à Marville, attribue Saint-Léger au Luxembourg. Louis XIV annexe le territoire en 1681 et la famille Demanet, qui a acheté la seigneurie de Saint-Léger et le titre de « Vicomte d'Ahérée », en sa qualité de maître de forges, obtient les droits de haute, moyenne et basse justice.

Situé à la jonction de plusieurs « pays », Saint-Léger connaît une histoire mouvementée jusqu'au milieu du XX^e siècle, de par sa proximité des champs de bataille et des lignes de front⁴. Au cours des tentatives de la prise d'Arlon en 1793 et 1794, le village souffre du passage des troupes françaises et autrichiennes, de leur cantonnement, leurs réquisitions, de même que de la guerre d'escarmouches qu'elles se livrent dans les bois.

Plusieurs de ses habitants participent à la « guerre des cocardes » qui débute dès 1796 dans la région de Virton en réaction à l'envahisseur français⁵.

Sous le Régime français, la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) est en vigueur lors de l'annexion de la Belgique. Elle instaure des municipalités de canton, qui deviennent l'unité municipale. Entre 1795 et 1800, la section cantonale de Saint-Léger dispose donc d'un agent municipal et d'un adjoint, lesquels sont chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Étalle, chef-lieu de canton, forme la municipalité de canton⁶. Suite à la *Loi concernant la division du territoire français et l'administration du 28 pluviôse an VIII* (17 février 1800), la section cantonale de Saint-Léger retrouve son individualité. La mairie est intégrée dans le département des Forêts, canton judiciaire de Virton (1801/1802-1863), arrondissement judiciaire de Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (1800-1814), de Saint-Hubert (1814), de Neufchâteau (1814-1839) et enfin d'Arlon (à partir de 1839). Au niveau de la milice, Saint-Léger ressortit successivement au canton de Virton (1817-1870), à celui de Saint-Léger (1870-1913) puis à nouveau à celui de Virton⁷. Enfin, suite à l'arrêté royal du 2 janvier 1823, sous le Régime hollandais, la commune est transférée de l'arrondissement administratif de Neufchâteau (1800-1823) à celui de Virton (1823-1963).

Au cours de la première Guerre mondiale, on dénombre 11 hommes tués par les Allemands, 65 déportés en Allemagne, 137 en France et en Belgique et 3 condamnés « pour n'avoir pas dénoncé la présence de soldats russes »⁸.

Mais ce sont surtout les représailles de l'armée allemande battant en retraite le 5 septembre 1944, à la fin de la seconde Guerre, qui ont laissé le plus de traces dans les mémoires et, suite à l'incendie d'une grosse centaine d'habitations, modifié radicalement la physionomie du village⁹.

⁴ ALBARRE G., *Saint-Léger*, dans MENNE G., BRUTSAERT E. et DE MEESTER J., sous la dir. de, *Histoire & patrimoine...*, p. 329-330.

⁵ Voir à cet effet : LEFEBVRE L., *La guerre des cocardes (1796)*, Arlon, sd.

⁶ Réunissant les sections de Bellefontaine, Châtillon, Étalle, Habay-la-Neuve, Habay-la-Vieille, Hachy, Rossignol, Rulles, Saint-Léger, Sainte-Marie, Tintigny, Vance, Villers-sur-Semois.

⁷ VRIELINCKX S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, 3 vol.

⁸ Voir à ce propos l'article 751 dans VANNÉRUS J. et TALLIER P.-A., *Inventaire des archives de la commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et de coutumes de la guerre (1914-1926)*, Bruxelles, 200, p. 75 (Archives générales du Royaume, Inventaires, 298). – En outre, dans les archives du *Cabinet du gouverneur* conservées aux Archives de l'État à Arlon, le lecteur trouvera une liste de 192 déportés, avec leur profession ainsi que certaines remarques (décédé, rentré malade, etc.).

⁹ *Séance commémorative du 60^{ème} anniversaire de l'incendie du village, le 5 septembre 1944*, dans *Au Fil du Ton*, n° 38, 2005. Cent quatorze maisons (dont l'église) furent totalement détruites par l'incendie et une trentaine endommagées à des degrés divers. – Au cours de la campagne 1940-1945, 3 soldats léodégariens décèdent :

D'un point de vue économique¹⁰, Saint-Léger connaît une très ancienne et importante tradition industrielle, qui remonte au XIV^e siècle voire plus tôt¹¹. En effet, le village réunit des conditions extrêmement favorables à l'implantation de la métallurgique. La première est la proximité d'un cours d'eau avec un débit relativement important, le Ton. La seconde est la présence abondante de minerai dans les environs¹². La troisième est celle de l'existence de grandes quantités de bois utilisés comme combustible sous forme de charbon de bois. Les deux implantations sidérurgiques principales sont le fourneau « Lackman » (ou *Laquemanne*), et la « Petite-Forge », de dimension plus modeste. Pendant longtemps, le fourneau « Lackman » sera une dépendance d'un autre établissement appelé la Neuve-Forge.

Dès 1474, une affinerie entame ses activités. Après trois siècles de production, elle se convertit en une forge à maka, où les lingots de cuivre sont transformés en becs de soufflerie pour les hauts-fourneaux. Le moulin de la Demoiselle, de son côté, connaît également plusieurs mutations. Tantôt huilerie ou papeterie, il joue également, en 1849, un rôle temporaire de faïencerie¹³.

Mise en service en 1892, la ligne de chemin de fer vicinal Arlon – Èthe permet de désenclaver la région ainsi que de faciliter le transport des marchandises et des voyageurs.

En ce qui concerne l'agriculture, les terres disponibles sont réparties en deux grands ensembles : 140 ha sont dévolus à la culture de la pomme de terre, 130 constituent des prairies naturelles. Leur grosse consommation de pommes de terre a d'ailleurs valu aux habitants le surnom de *Touffayes* (mangeurs de pommes de terre à l'étouffée). Cette production a débuté au XVIII^e siècle et donné lieu à de multiples procès¹⁴.

Au cours du XIX^e siècle, comme presque partout ailleurs dans la province, les conditions de vie sont pénibles pour une bonne partie de la population.

Suite à sa séance du 28 février 1833, le registre aux délibérations du Conseil communal mentionne que « l'année précédente, parmi les 410 familles fournissant les 1599 âmes de la population de ce grand village, un tiers au moins est indigent, un deuxième tiers et même au-delà est compté parmi les familles subsistant du travail de leurs chefs, qui s'occupent pour la plupart, dans des usines de fer ou des ateliers en dépendant et en stagnant depuis quelques années, sont à la maison sans rien gagner, ne pouvant donc pas payer l'instituteur, leurs enfants restant sans instruction, et il devient superflu de parler de l'état à venir de ces

Georges-Louis Fradcourt, né à Saint-Léger le 21.06.1913, sergent de réserve au 4^e Chasseur ardennais, décédé à Oeselgem le 26.05.1940 ; Léon-Louis Mangin, né à Saint-Léger le 22.01.1919, soldat au 1^{er} Chasseur ardennais, tué à Bodange le 10.05.1940 ; Léon Dujardin, né à Saint-Léger le 02.12.1909, soldat au 4^e Chasseur ardennais, décédé au camp de Ludwigsburg le 06.11.1940.

¹⁰ Voir à cet effet : LECOMTE R., *La Commune de Saint-Léger dans le cadre du Sud-Luxembourg. Étude économique et sociale*, Arlon, 1966-1967 (mémoire, Institut Technique et Commercial d'Arlon, inédit).

¹¹ BOURGUIGNON M., *Les anciennes usines sidérurgiques de Saint-Léger*, dans *Le Pays gaumais*, 1966-1967, p. 213 et DELHEZ J.-C., *Les mines de fer du pays gaumais*, Thonne-la-Long, 2004, p. 68-70.

¹² SOUCHEZ-LEMMENS M., *Accumulations ferrugineuses absolues en Lorraine belge septentrionale*, dans *Annales de la Société géologique de Belgique*, t. 91, 1968, p. 145-158.

¹³ Voir à cet effet : RONGVAUX J., *Entreprises et métiers d'autrefois : Châtillon et Saint-Léger aux 19^e et 20^e siècles*, Rossignol – Saint-Léger, 2001.

¹⁴ Pour plus d'informations, consulter : RONGVAUX É. *La guerre des crombîres. Les procès concernant le terrage et la dîme sur les cultures de pomme de terre dans un village gaumais – Saint-Léger – au XVIII^e siècle*, dans *Le Pays gaumais*, 1987-1988, p. 429-452.

malheureux ; ceux des habitants du troisième tiers, ayant le bonheur à venir de leurs enfants, les enverront à l'école »¹⁵.

Village perçu depuis Bruxelles comme étant représentatif de la situation de nombreuses communes rurales dites « ouvrières », Saint-Léger est choisi, en 1854, pour figurer dans la première enquête statistique belge¹⁶. A ce moment, l'industrie métallurgique traditionnelle est en pleine décadence. Les ouvriers sont obligés d'aller chercher du travail en France, dans le bassin de Longwy. La population s'élève à 2146 habitants. Le budget de nombreuses familles se solde avec un déficit important qui ne peut, dans le meilleur des cas, être couvert que par des expédients et le recours à la charité publique. En 1882, la population est redescendue à 1939 habitants. Les naissances ne compensent pas les décès. On constate cependant un flux migratoire fort important, aussi bien d'arrivée que de départ.

L'accroissement de population est spectaculaire au cours des années suivantes puisqu'en 1909¹⁷, elle s'élève à 2161 âmes. Le village possède une prison de passage établie dans la gendarmerie. L'éclairage public qui était auparavant de 35 réverbères, n'existe plus. La police rurale est exercée par deux gardes-champêtres et un cantonnier garde-champêtre.

D'après le *rapport sur l'état des affaires de la commune* de 1930, la population est redescendue à 1673 habitants pour 487 feux¹⁸. Les produits cultivés sont la pomme de terre, le seigle, le froment, l'avoine, les betteraves, le rutabaga ainsi que le tabac dont le village avait été le plus gros producteur de la province à la fin du XIX^e siècle. Mais le déclin des activités locales et régionales sont responsables de l'exode rural manifeste peu avant la fusion des communes.

Au 31 décembre 1973, la commune, qui s'étend sur un peu plus de 1986 ha, compte 1618 habitants. Le personnel communal se compose d'un secrétaire communal, d'un commis-dactylographe, d'un garde-champêtre, d'un cantonnier et d'un ouvrier de voirie¹⁹.

Le 19 novembre 1974, le Conseil communal de Saint-Léger rend un avis favorable sur le plan de regroupement des communes de Châtillon, Meix-le-Tige et Saint-Léger²⁰. Cette fusion est effective à partir du 1^{er} janvier 1977.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le pouvoir communal est, par sa nature, limité aux intérêts strictement locaux. L'article 49 du décret relatif à la constitution des municipalités du 14 décembre 1789 précise que les corps municipaux auront deux fonctions principales à remplir : les unes propres au pouvoir municipal, les autres propres à l'administration générale de l'État que celle-ci leur délègue.

¹⁵ Cité par RONGVAUX J., *Les écoles à Châtillon, Meix-le-Tige et Saint-Léger de la fin du XVIII^e à la première moitié du XX^e siècle*, Rossignol – Saint Léger, 1997, p. 56.

¹⁶ DUCPETIAUX E., *Budgets économiques des classes ouvrières en Belgique. Subsistance, salaire, population*, Bruxelles, 1855, p. 128-137.

¹⁷ Voir le rapport dressé pour l'exercice 1909 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

¹⁸ Voir le rapport dressé pour l'exercice 1930 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

¹⁹ Questionnaire dressé dans le cadre du projet de fusion (Archives de l'État à Arlon, *Archives de Joseph Michel*, dossier « Saint-Léger », en cours de classement).

²⁰ Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal – 19 novembre 1974 (Archives de l'État à Arlon, *Archives de Joseph Michel*, dossier « Saint-Léger », en cours de classement).

Il ne peut être question, dans l'introduction du présent inventaire, de reprendre en détail les compétences spécifiquement confiées aux communes et leur évolution (voir ci-dessous les 17 principales rubriques du cadre de classement utilisé pour les archives communales). Reprenons simplement l'article 50 du décret susmentionné : « Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus des villes, bourgs, paroisses et communautés; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics »²¹. Ces attributions ont peu évolué au cours des XIX^e et XX^e siècles, du moins d'un point de vue strictement juridique. Ces fonctions et attributions seront explicitées et précisées par la loi communale du 30 mars 1836, qui règle aussi le mode de désignation des conseillers, bourgmestre et échevins. Pendant plus de 150 ans²², la législation ne connaîtra pas de changements fondamentaux.

4. ORGANISATION

Nous ne développerons pas ici l'organisation d'une administration communale en général²³. Quant à celle de l'ancienne commune de Saint-Léger en particulier, elle reste encore à écrire.

Pour ce faire, le chercheur dispose de différentes sources. Pointons plus particulièrement, la série des *Rapports annuels sur la situation des affaires de la commune* conservée par le Gouvernement provincial²⁴ et qui ont fait l'objet d'un versement aux Archives de l'État Arlon. Ces rapports se subdivisent en 12 rubriques différentes (population, administration communale, finances communales, institutions de bienfaisance, culte, instruction publique, sûreté et hygiène publiques, garde civique et milice, contributions publiques, voies de communication et régime des eaux, agriculture, objets divers). Outre ces rapports, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Conseil échevinal sont une source importante pour l'histoire de la commune.

Différentes sources imprimées sont également disponibles. Il s'agit notamment de l'*Almanach administratif de la province de Luxembourg* (1891-1922), qui devient à partir de 1923 l'*Annuaire administratif de la province de Luxembourg* et de l'*Almanach royal* (1849-1939). Le lecteur y trouvera, année par année, des informations telles que la liste des bourgmestres, échevins et conseillers, le nom du secrétaire et du receveur communal, ceux du commissaire de police, du garde champêtre et des cantonniers, le nombre d'habitants ou encore le montant du cens électoral.

²¹ *Pasinomie*, 1^{re} série, t. 1^{er}, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

²² Jusqu'à la nouvelle loi communale, codifiée par l'arrêté royal du 24 juin 1988, ratifié par la loi du 26 mai 1989 (*Moniteur belge* du 3 septembre 1988).

²³ Consulter notamment : WYVEKENS H., *Nouveau commentaire de la loi communale du 30 mars 1836 modifiée par les lois postérieures et des dispositions du code électoral du 18 mai 1852 qui concernent la commune*, Bruxelles, 1875, 2 vol. ; MACAR A., *Les institutions communales*, dans *Les Nouvelles. Lois pratiques et administratives*, t. 1, Bruxelles, 1933, p. 225-745 ; ou encore, la synthèse de M. VAN AUDENHOVE, *Histoire des finances communales dans l'évolution économique, financière et sociale de la Belgique, 1818-1985*, Bruxelles, 1990, 2 vol.

²⁴ Dans cette série, les rapports des années 1882, 1909-1910, 1912, 1929-1931 sont disponibles.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

Dans le rapport dressé pour l'exercice 1882 en exécution de l'article 70 de la loi communale sur l'état des affaires de la commune, il est mentionné que les archives sont « au complet »²⁵. En 1931, les archives sont « bien conservées » tandis que « les registres paroissiaux ont été envoyés aux archives provinciales le 31 décembre 1931 »²⁶.

Il faut ensuite attendre 1991 et le rapport d'inspection et de mesurage établi par Pierre Hannick²⁷ pour qu'un nouvel état des lieux des archives soit réalisé. Dans ce rapport, il est mentionné que les archives de l'ancienne commune de Saint-Léger sont conservées dans le grenier de la maison communale, sise rue du Château à Saint-Léger. Les archives, dont l'état est jugé bon, sont entreposées sur des étagères métalliques et dans des armoires en bois.

Le 15 décembre 2008, Michel Trigalet, chef de section, effectue une nouvelle inspection. Lors de cette dernière, il constate, pour les archives dites « mortes » qu'il « s'agit d'une part d'un vrac de publications diverses et de documents d'archives qui se trouvent dans les combles de la maison communale, d'autre part d'archives intermédiaires ou anciennes qui se trouvent dans le grenier aménagé juste à côté »²⁸. Les locaux sont jugés inaptes à la conservation des archives. Humides et non entretenus, les locaux souffrent de trop grandes variations de température et d'hygrométrie au fil des saisons. De plus, aucune protection contre l'incendie n'est mise en place.

2. ACQUISITION

La collaboration entre les Archives de l'État à Arlon et l'Administration communale de Saint-Léger est exemplaire à plus d'un titre.

Ainsi, suite à plusieurs contacts pris par les Archives de l'État avec l'Administration communale en 2008, le Collège a désigné un étudiant-archiviste, sous la direction des Archives de l'État et du Secrétaire communal, afin de trier l'ensemble des archives communales antérieures à 1977 conservées dans le grenier de l'Hôtel de Ville et de préparer leur versement aux Archives de l'État à Arlon. Le transfert des archives a eu lieu le 14 juillet 2009.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives classées dans le présent inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de l'administration communale de Saint-Léger entre 1797 et 1976, avec quelques pièces dressées après la fusion des communes et couvrant les années 1977 à 1984.

Procédons par grandes séries d'archives :

²⁵ Voir le rapport dressé pour l'exercice 1882 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

²⁶ Voir le rapport dressé pour l'exercice 1931 en exécution de l'art. 70 de la loi communale, sur l'état des affaires de la commune conservé aux Archives de l'État à Arlon (Série du Gouvernement provincial).

²⁷ Rapport d'inspection et de mesurage des archives de la commune de Saint-Léger dressé par Pierre Hannick en date du 13 juin 1991 (Voir le dossier central conservé aux Archives de l'État à Arlon).

²⁸ Courrier adressé, par Michel Trigalet, au Collège des bourgmestre et échevins en date du 23 décembre 2008 (Voir le dossier central conservé aux Archives de l'État à Arlon).

Finances et comptabilité

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le collège, mis à l'approbation du conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats et factures de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Les communes sont également propriétaires de biens immobiliers divers. En zone rurale et particulièrement en province du Luxembourg, elles possèdent des bois et des champs, dont l'exploitation directe ou la location leur procurent des revenus parfois substantiels. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition ou la vente de biens communaux, au boisement et au défrichement des terrains, aux coupes de bois ou encore à la concession des droits d'affouage et de chasse. Les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

Cadastre et rôles d'imposition

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles qu'on peut trouver dans les registres de population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, fournis par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

Affaires électorales

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections, et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges municipaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises au jugement des tribunaux.

Les registres de la population

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et

publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres dont la tenue est obligatoire sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. En outre, il peut être tenu des registres auxiliaires (comme le registre des domestiques). Enfin, les règlements imposent la confection et la tenue d'un index ou répertoire des noms des habitants.

Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Voirie et infrastructure

L'administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable ainsi que de l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

Registres de milice

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet par l'administration communale sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'administration provinciale ou nationale, conservés aux Archives de l'État.

Enseignement

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, au budget particulier des écoles, à l'adoption d'écoles privées, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Le Bureau de bienfaisance prend également en charge les frais d'instruction des enfants pauvres de la commune. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

Bienfaisance publique

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les Commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les Centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus Centres publics d'action sociale en 2004.

Culte

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante en Belgique. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartiennent à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les 3 tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal²⁹.

²⁹ MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1) et MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

Les doubles ont été éliminés, à la condition *sine qua non* qu'ils soient rigoureusement identiques aux originaux.

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds de l'ancienne commune de Saint-Léger est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État à Arlon (sauf par exemple pour les séries relatives à l'urbanisme, toujours d'usage courant pour les services communaux). En ce qui concerne les dossiers d'urbanisme, les Archives de l'État disposent d'ailleurs de l'exemplaire de l'ancienne administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire ; pour des raisons évidentes de sécurité, l'exemplaire communal doit donc être conservé à la commune. Il en va de même pour les registres de l'état civil³⁰, dont les Archives de l'État à Arlon conservent l'exemplaire déposé au Greffe du Tribunal de première instance d'Arlon. Quant aux atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et l'atlas des chemins vicinaux, ils sont indispensables au travail des services communaux et ont à ce titre également été conservés à la commune. Les registres aux délibérations du Conseil et du Collège, toujours conservés au sein de l'administration communale, peuvent également faire l'objet d'un futur versement. De plus, nous ne pouvons exclure le fait que quelques dossiers commencés avant 1976 et toujours utiles pour les services, comme certains dossiers relatifs à des travaux, soient encore conservés dans les bureaux.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune de Saint-Léger étaient classées selon le système employé par l'Union des Villes et des Communes c'est-à-dire la CDN ou classification décimale nationale. Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif³¹. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux

³⁰ « L'état civil moderne a été institué en France à la fin du XVIII^e siècle, en vertu du décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, un officier d'état civil qui est généralement le bourgmestre ou un échevin désigné à cet effet, doit consigner dans des registres distincts les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages, c'est-à-dire l'annonce publique faite des mariages qui doivent être célébrés prochainement, cela pour prévenir tout empêchement ou opposition ultérieurs, qui seraient cause de nullité. L'officier d'état civil clôture ses registres en fin d'année et en tient également une copie officielle destinée à être conservée au tribunal de première instance de l'arrondissement, avec la série des registres aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. Aucune modification ultérieure ne peut être apportée aux actes d'état civil sans un jugement du tribunal, visant à corriger une erreur factuelle ou à entériner un changement de nom ou une reconnaissance de paternité éventuelle. Des tables, dressées annuellement ou récapitulatives sur dix ans, facilitent la consultation ». (ANNAERT P., *Les archives des communes rurales du Luxembourg (arrondissements judiciaires de Marche-en-Famenne et de Neufchâteau)*, publié par les Archives générales du Royaume dans la collection des Jalons de la recherche (à paraître)).

³¹ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne³². Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Gestion du patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sport et divertissements
- XIV. Développement de la vie économique
- XV. Mesures sociales et réglementation du travail
- XVI. Tutelle sur le C.P.A.S. et ses prédécesseurs en droit
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

À l'intérieur d'une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives de plus de 100 ans composant le présent instrument de recherche sont consultables sans restriction. Les documents de moins de 100 ans ne sont consultables qu'après autorisation du Collège communal de Saint-Léger, successeur en droit de l'ancienne commune de Saint-Léger.

³² GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

Les documents auxquels il est donné accès peuvent être reproduits dans les conditions prévues par le règlement et le tarif en vigueur aux Archives de l'État³³. Les pièces dont l'état de conservation laisse à désirer peuvent par conséquent être exclues de toute reproduction par simple décision du chef de service des Archives de l'État.

C. LANGUES DES DOCUMENTS

La langue principale du fonds est le français. Des pièces relatives aux deux guerres mondiales sont rédigées en allemand.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Une première source à citer est bien entendu l'état civil. Cette série est conservée à la commune de Saint-Léger et le second exemplaire, en provenance du Greffe du tribunal de première instance d'Arlon, est conservé aux Archives de l'État à Arlon (du moins pour les registres jusqu'en 1950)³⁴. Quant aux registres de l'état civil de l'ancien régime, dits « registres paroissiaux », ils existent pour les années 1683 à 1796 et peuvent être consultés sous format électronique dans toutes les salles de lecture des Archives de l'État.

De nombreux dossiers intéressant directement la commune de Saint-Léger peuvent aussi être retrouvés dans les archives des autorités supérieures à l'administration communale³⁵, principalement, pour les XIX^e et XX^e siècles, le Gouvernement provincial du Luxembourg et le Commissariat d'arrondissement. C'est ainsi qu'un double des dossiers relatifs aux distributions d'eau³⁶, aux égouts³⁷, aux bâtiments communaux³⁸, aux boisements et aux défrichements³⁹, aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes comme les mines, les minières et carrières⁴⁰, aux prisons et détenus⁴¹, aux chemins de fer⁴², à la garde civique⁴³,

³³ Voir l'arrêté royal du 16 septembre 2011 déterminant les conditions d'accès du public à certains locaux des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces et les modalités de communication, de consultation et de reproduction des archives y conservées (*Moniteur belge*, 30 septembre 2011, p. 61447-61449).

³⁴ Ces registres ont été inventoriés dans : DELMER F., DENONCIN M., HANNICK P. & PIRLOT V., *Inventaire des archives du tribunal de première instance d'Arlon. Tribunal civil : documents de l'état civil (an IV-1950)*, Bruxelles, 2007, p. 286-290 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 56.).

³⁵ Pour les archives de la Préfecture du département des Forêts, couvrant la période 1793 à 1817, consulter : BOURGUIGNON M., *Inventaire des archives de l'administration du département des Forêts*, Bruxelles, 1969, (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 17).

³⁶ DENONCIN M. et PIRLOT V., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des distributions d'eau (1831-1990)*, Bruxelles, 2008 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 57).

³⁷ DENONCIN M. et PIRLOT V., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des égouts (1843-1998)*, Bruxelles, 2007 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 51).

³⁸ BISTER T., PIRLOT V. et PIRON C., *Inventaire de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des bâtiments communaux (1825-1988)*, Bruxelles, 2007 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 49).

³⁹ DENONCIN M., MITRI J. et PIRLOT V., *Inventaire des archives du gouvernement provincial du Luxembourg. Série des boisements et des défrichements (1831-1978)*, Bruxelles, 2009 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 58).

⁴⁰ DENONCIN M. et PIRLOT V., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des établissements dangereux, insalubres ou incommodes : mines, minières et carrières (1817) 1830-1990*, Bruxelles, 2007 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 52).

⁴¹ SIZAIRE M.-A. et VAN LEEUW C., *Administration provinciale du Luxembourg. Série : Prisons et détenus (1831-1932)*, Bruxelles, 1988 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 39).

à la santé et à l'hygiène publique⁴⁴, aux transports vicinaux⁴⁵, à la nomination des bourgmestres, aux obligations de milice, aux cimetières, etc. devait être transmis au gouvernement provincial. Mentionnons également la présence de documents relatifs à Saint-Léger dans les archives du Ministère de l'Intérieur⁴⁶, de la Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre⁴⁷ ainsi que de la Direction générale du travail⁴⁸. Signalons également l'utilité et l'importance des archives de l'Administration des Eaux et Forêts⁴⁹, des archives de cure, des minutes et des répertoires des notaires ou encore des archives judiciaires⁵⁰.

B. BIBLIOGRAPHIE

- ALBARRE G., *Démembrement cadastral et genèse du paysage agro-forestier d'un terroir lorrain : le « Taillis » (Saint-Léger)*, dans *Revue belge de géographie*, 95^e année, 1971 (3), p. 205-216.
- ALBARRE G., *Le reboisement des terres agricoles en Lorraine belge. L'exemple de Saint-Léger*, dans *Revue belge de géographie*, 92^e année, 1968 (3), p. 57-90.
- ALBARRE G., Saint-Léger, dans MENNE G., BRUTSAERT E. et DE MEESTER J., sous la dir. de, *Histoire & patrimoine des communes de Belgique : Province de Luxembourg*, Bruxelles, 2009, p. 326-331.
- BOURGUIGNON M., *L'ère du fer en Luxembourg (XV^e - XIX^e siècles) : études relatives à l'ancienne sidérurgie et à d'autres industries au Luxembourg*, éd. par J-Cl. MULLER et P. HANNICK, Arlon, 1999 (Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, 124-125).
- BOURGUIGNON M., *Les anciennes usines sidérurgiques de Saint-Léger*, dans *Le Pays gaumais*, 1966-1967, p. 213.
- CERCLE DE RECHERCHE ET D'HISTOIRE DE SAINT-LÉGER, *Au fil du Ton*, n° 1-, 1993-.
- DELHEZ J.-C., *La sidérurgie gaumaise*, t. I : *Partie générale*, Thonne-la-Long, 2005.
- DELHEZ, J.-C., *La sidérurgie gaumaise*, t. II : *Les usines*, Thonne-la-Long, 2005.

⁴² VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Chemins de fer (1834-1940)*, Bruxelles, 1983 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 31).

⁴³ VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Garde civique (1830-1914)*, Bruxelles, 1983 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 30).

⁴⁴ VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Santé et hygiène publique (1830-1939)*, Bruxelles, 1985 (Archives de l'état à Arlon, Inventaires, 36).

⁴⁵ VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Transports vicinaux (1874-1961)*, Bruxelles, 1984 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 33).

⁴⁶ VLEESCHOUWERS C et BOURMANNE C., *Ministère de l'Intérieur. Affaires électorales 1830-1919. Inventaire*, Bruxelles, 2000 (Archives Générales du Royaume, Instruments de recherche à tirage limité, 536).

⁴⁷ VANNÉRUS J. et TALLIER P.-A., *Inventaire des archives de la Commission...* (Archives Générales du Royaume, Inventaires, 298).

⁴⁸ KIRCA S. et VAN DAMME I., *Handels- en nijverheidstelling van 1930. Recensement commercial et industriel de 1930*, Bruxelles, 1995 (Archives Générales du Royaume, Instruments de recherche à tirage limité, 300).

⁴⁹ PETIT R., *Inventaire des archives de l'Administration des Eaux et Forêts*, Bruxelles, 1974 (Archives de l'État à Arlon).

⁵⁰ BOURGUIGNON M., PETIT R. et HANNICK P., *Inventaire des archives des justices subalternes des duchés de Luxembourg et de Bouillon (XV^e-XVIII^e siècles)*, Bruxelles, 2000, p. 157-158 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 44) ; PETITJEAN B., *Inventaire des archives des justices de paix des arrondissements d'Arlon et de Neufchâteau (sauf le canton de Saint-Hubert)*, Bruxelles, 2001 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 45).

- DE MOREAU DE GERBEHAYE C., *De la mine à la « barre »*. La sidérurgie en Gaume avant la révolution industrielle, dans *Le pays gaumais*, 1987-1988, p. 145-168.
- HISSETTE L.-F., *Contribution à l'histoire de la poterie fine « Fossion frères » à Saint-Léger*, Virton, 1964.
- KURTH G., *Glossaire toponymique de la commune de Saint-Léger. Avec quelques indications sur la méthode à employer dans la confection des glossaires toponymiques*, Namur, 1887.
- KURTH G., *La charte d'affranchissement de Saint-Léger*, 2 mars 1368, Bruxelles, 1877.
- LADRIER F., *Note sur l'introduction de la culture du topinambour à Saint-Léger*, dans *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, Mémorial A. Bertrang*, 1964, p. 121-125.
- LECOMTE R., *La Commune de Saint-Léger dans le cadre du Sud-Luxembourg. Étude économique et sociale*, Arlon, 1966-1967 (mémoire, Institut Technique et Commercial d'Arlon, inédit).
- LEFEBVRE, L., *La guerre des cocardes (1796)*, Arlon, sd.
- MARTHA F., *Projet de chemin de fer destiné à relier directement la ville d'Arlon à Montmédy, en passant par Chatillon, Saint-Léger, Èthe, Virton, Saint-Mard, Dampicourt, Harnoncourt et Lamorteau*, Fleurus, 1857.
- MASOIN F., *En souvenir. Septfontaines – Saint-Léger. 1837-1937*, Namur, 1938.
- RONGVAUX É., *Foires et marchés à Saint-Léger au 18^e siècle. Réactions de la ville d'Arlon*, dans *Chronique du Musée gaumais*, n° 154, 1986, p. 4-7.
- RONGVAUX É., *La guerre des crombîres. Les procès concernant le terrage et la dîme sur les cultures de pomme de terre dans un village gaumais – Saint-Léger – au XVIII^e siècle*, dans *Le Pays gaumais*, 1987-1988, p. 429-452.
- RONGVAUX J., *Entreprises et métiers d'autrefois : Châtillon et Saint-Léger aux 19^e et 20^e siècles*, Rossignol, 1991.
- RONGVAUX J., *Les écoles à Châtillon, Meix-le-Tige et Saint-Léger de la fin du XVIII^e à la première moitié du XX^e siècle*, Rossignol – Saint Léger, 1997.
- SOUCHEZ-LEMMENS M., *Accumulations ferrugineuses absolues en Lorraine belge septentrionale*, dans *Annales de la Société géologiques de Belgique*, t. 91, 1968, p. 145-158.
- TRINTELER O., *Ermitage et Notre-Dame de Wachet*, Saint-Léger, 1954.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

Le présent inventaire a été réalisé entre les mois de juillet et novembre 2009 par Hadrien Lambin, étudiant-archiviste engagé pendant deux mois par l'administration communale de Saint-Léger pour trier et inventorier les archives des anciennes communes de Saint-Léger, Châtillon et Meix-le-Tige. Le travail a été repris par Delphine Lannoy et Marie-Hélène Van der Kaa, attachées scientifiques aux Archives de l'État à Arlon. Vincent Pirlot, chef de travaux, s'est chargé de la gestion du projet-pilote dans le Luxembourg « Archives communales » et a pris part aux tâches d'inspection, de tri, de dépôt et de transfert, de classement, de conditionnement des archives. Le présent inventaire a été revu par Michel Trigalet, chef de travaux principal.

Nous tenons à remercier les membres du Conseil communal de Saint-Léger pour l'intérêt apporté à leurs archives et la confiance témoignée. Grand merci à Madame Caroline Alaimé,

Directrice générale, et Monsieur Philippe Lempereur, Premier échevin, qui ont suivi avec attention l'avancement des travaux.

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

A. DOCUMENTS GÉNÉRAUX DU CONSEIL COMMUNAL

1. Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal.
1896-1911. 1 liasse
Contient également des brouillons de décisions à inscrire dans le registre.

B. DOSSIERS ADMINISTRATIFS CONSTITUÉS PAR LA COMMUNE

Cette série a été retrouvée en l'état et comporte de nombreuses lacunes au niveau du suivi de la numérotation.

- 2-202. Dossiers administratifs numérotés et constitués par la commune.
1814-1919. 181 liasses, 43 pièces et 1 cahier
Afin de respecter l'intégrité du fonds, le classement initial a été repris en l'état. Les numéros repris entre parenthèses correspondent à ceux donnés par l'administration communale.
2. Procès-verbaux de prestation de serment (n° 113).
1825-1888. 1 liasse
3. Adjudications (n° 116).
1884-1907. 1 liasse
4. Extraits d'actes de décès (n° 119).
1887-1894. 1 liasse
5. Publications de mariage (n° 122).
1879-1901. 1 liasse
6. Foires (n° 132).
1854-1891. 1 liasse
7. Subsidés pour travaux d'hygiène (n° 134).
1876-1911. 1 liasse
8. Épizooties (n° 139).
1827-1883. 1 liasse
9. Délimitation d'un terrain appartenant à Adolphe Schreder et situé
devant ses écuries (n° 140).
1879. 2 pièces
10. Sages-femmes (n° 141).
1878-1910. 1 liasse
11. Caisse d'épargne (n° 142).
1866-1881. 1 liasse
12. Rapports dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale
(n°143).
1850-1895. 1 liasse
À mettre en relation avec le n° 213 de cet inventaire.

- | | | |
|-----|--|----------|
| 13. | États de la population (n° 144).
1876-1895. | 1 liasse |
| 14. | Procès contre G. Malaise concernant le sentier du Taillis (n° 148 ²).
1871. | 3 pièces |
| 15. | Procès contre Jean-François Pétrement concernant la confection des
registres de population (n° 149).
1870. | 1 liasse |
| 16. | Procès divers et jugements (n° 150).
1865-1909. | 1 liasse |
| 17. | Incendies (n° 151).
1871-1910. | 1 liasse |
| 18. | Matériel d'incendie (n° 152).
1847-1897. | 1 liasse |
| 19. | Compagnie des sapeurs-pompiers (n° 153).
1844-1903.
Présence d'une photographie. | 1 liasse |
| 20. | Liste des indigentes dressées dans le cadre de l'enseignement primaire
(n° 180).
1880-1899. | 1 liasse |
| 21. | Nominations des enseignants (n° 181).
1822-1912. | 1 liasse |
| 22. | Bibliothèque, fournitures et mobilier scolaires (n° 183).
1843-1911. | 1 liasse |
| 23. | Pensions des instituteurs (n° 184).
1886-1903. | 1 liasse |
| 24. | Chauffage dans les écoles (n° 185).
1888-1902. | 1 liasse |
| 25. | Enseignement primaire – Philippe Collignon (n° 186).
1849-1888. | 1 liasse |
| 26. | Enseignement primaire – Jean-Joseph Debeffe-Fayon (n° 187).
1858-1912. | 1 liasse |
| 27. | Enseignement primaire – Adolphe Debaiffe, (n° 187 ²).
1858-1912. | 1 liasse |
| 28. | Enseignement primaire – Auguste Andreux (n° 188).
1893-1910. | 1 liasse |
| 29. | Enseignement primaire – Jules Humbert et Joseph François (n° 188 ²).
1899-1911. | 1 liasse |
| 30. | Enseignement primaire – Émile Clausse (n° 189).
1887-1912. | 1 liasse |
| 31. | Enseignement primaire – Irma Boreux (n° 190).
1893-1912. | 1 liasse |
| 32. | Enseignement primaire – Sophie Guillaume (n° 190 ²).
1903-1910. | 1 liasse |
| 33. | Écoles d'adultes (n° 191).
1903-1910. | 1 liasse |
| 34. | Enseignement primaire (n° 192).
1891-1912. | 1 liasse |

35.	Enseignement primaire – Organisation (n° 193). 1852-1906.	1 liasse
36.	Travaux aux écoles (n° 194). 1788-1911. Présence d'un plan.	1 liasse
37.	Ouvroirs (n° 197 ²). 1888-1891.	1 liasse
38.	Écoles gardiennes (n° 198). 1871-1909.	1 liasse
39.	Caisse des veuves et orphelins des instituteurs communaux (n° 200 ²). 1889-1907.	1 liasse
40.	Fournitures scolaires (n° 200 ³). 1889-1902.	1 liasse
41.	Exploitations de coupes de bois (n° 221). 1852-1911.	1 liasse
42.	Travaux forestiers (n° 221 ^{bis}). 1910-1912.	3 pièces
43.	Feuilles mortes et litières (n° 222). 1876-1906.	1 liasse
44.	États de martelage (n° 223). 1873-1912.	1 liasse
45.	Délibérations prises en vertu de l'article 47 du code forestier (n° 224). 1868-1912.	1 liasse
46.	Ventes de coupes de bois (n° 225). 1868-1912.	1 liasse
47.	Écorces (n° 226). 1843-1879.	1 liasse
48.	Coupes de litières et d'herbages (n° 227). 1883-1901.	1 liasse
49.	Élagage des lisières des bois communaux (n° 228). 1861-1896.	1 liasse
50.	Chablis (n° 229). 1880-1894.	1 liasse
51.	Arpentage des bois communaux (n° 230). 1877.	3 pièces
52.	Pépinière (n° 231). 1886-1904.	1 liasse
53.	Reboisement (n° 232). 1849-1912.	1 liasse
54.	Aménagement des bois communaux (n° 235 ²). 1889-1894.	1 liasse
55.	Défrichement de Wachet pour être converti en prairies (n° 236). 1864-1912.	1 liasse
56.	Pièces diverses (n° 350). 1833-1903.	1 liasse
57.	Entretien des indigents – Hingot Louis (n° 351). 1880-1886.	1 liasse

58. Entretien des indigents – Belleville Mélanie, épouse Molitor (n° 352).
1885-1895. 1 liasse
59. Entretien des indigents – Wagner Jean-Baptiste, Wagner Hortense et
Gillet Jean-Baptiste (n° 353).
1884-1895. 1 liasse
60. Entretien des indigents – Raulin Jean-Baptiste et Lamour Marie-
Jeanne (n° 354).
1883-1904. 1 liasse
61. Entretien des indigents – Lambert-Mathieu Marie (n° 355).
1885-1887. 2 pièces
62. Domicile de secours – Pierrard Alfred (n° 356).
1884-1888. 1 liasse
63. Domicile de secours – Schair Joseph et Schair Pierre (n° 357).
1888-1897. 1 liasse
64. Entretien des indigents – Stainier Camille (n° 358).
1888. 1 liasse
65. Entretien des indigents – Pechon Nicolas (n° 359).
1888-1889. 1 liasse
66. Entretien des indigents – Toulmonde Pierre (n° 360).
1866-1892. 1 liasse
67. Entretien des indigents – Thiry Auguste (n° 361).
1888-1889. 1 liasse
68. Entretien des indigents – Mathias-Lebrun Louis-Augustin (n° 362).
1888-1889. 3 pièces
69. Entretien des indigents – Laurent Marie-Alphonsine, Laurent Amédée,
Laurent Irma et les enfants d'Augustin Laurent et de Joséphine
Bouillon (n° 363).
1887-1888. 1 liasse
70. Bouvy Gilles, Louche Joseph, Gribaumont Marie-Joseph, Mathieu
Joseph et Liégeois Joseph (n° 364).
1875-1911. 1 liasse
71. Entretien des indigents – Raulin Augustin, Raulin Joséphine, Hubert
Rosalie, Gillet Nicolas-Joseph, Lhimer Melchior, Sanvoisin Denis,
Reynert Marie-Josèphe et Muelle François (n° 365).
1863-1879. 1 liasse
72. Entretien des indigents – Divers (n° 366).
1858-1905. 1 liasse
73. Entretien des indigents – Remboursements de secours à des indigents
étrangers à la commune (n° 367).
1888-1893. 1 liasse
74. Entretien des indigents – États de liquidations (n° 368).
1888-1911. 1 liasse
75. Entretien des indigents – Remboursements de secours de route
accordés à des indigents ayant leur domicile à Saint-Léger (n° 369).
1878-1906. 1 liasse
76. Institut ophtalmique de Namur (n° 370).
1888-1898. 1 liasse

77.	Indigents – Domicile de secours (n° 371). 1889-1911.	1 liasse
78.	Orphelinat (n° 371 ²). [XIX ^e siècle].	2 pièces
79.	Fonds commun (n° 372). 1889-1912.	1 liasse
80.	Entretien des indigents – Zintz Émilie (n° 373). 1889-1905.	1 liasse
81.	Entretien des indigents – Rossignol Joseph (n° 374). 1890-1912.	1 liasse
82.	Entretien des indigents – Dujardin Jean-Baptiste (n° 375). 1883-1910.	1 liasse
83.	Entretien des indigents – Thiry Jules (n° 376). 1890-1891.	1 liasse
84.	Entretien des indigents – Sauvlet Jean-Baptiste (n° 377). 1891-1896.	1 liasse
85.	Entretien des indigents – Demandes de secours (n° 378). 1892-1900.	1 liasse
86.	Entretien des indigents – Petrement Paul-Adrien et Petrement Augustin (n° 379). 1888-1897.	1 liasse
87.	Entretien des indigents – Petit Henri-Joseph (n° 380). 1892-1896.	1 liasse
88.	Entretien des indigents – Mathey Philippe (n° 381). 1890-1903.	1 liasse
89.	Entretien des indigents – Rongvaux Paulin (n° 382). 1895-1910.	1 liasse
90.	Entretien des indigents – Les enfants Behin-Schroeder (n° 383). 1893-1898.	1 liasse
91.	Entretien des indigents – Aliénés (n° 384). 1893-1911.	1 liasse
92.	Répression de vagabondage – Maison de refuge (n° 385). 1893-1908.	1 liasse
93.	Entretien des indigents – Dagremont Joseph (n° 386). 1895-1896.	1 liasse
94.	Entretien des indigents – Les enfants Depienne-Thiry (n° 387). 1895-1896.	1 liasse
95.	Hospices (n° 388). 1895-1902.	1 liasse
96.	Entretien des indigents – Pechon Augustine (n° 389). 1896.	1 liasse
97.	Entretien des indigents – Les enfants Dropsy-Derême (n° 390). 1898.	1 liasse
98.	Successions vacantes (n° 391). 1901.	1 liasse
99.	Société de secours mutuels (n° 392). 1900-1901.	1 liasse

100.	Électricité (n° 395). [XX ^e siècle].	1 liasse
101.	Autorisation de construire le long de la route provinciale (n° 416). 1850-1912.	1 liasse
102.	Autorisation de construire à proximité des bois communaux (n° 417). 1861.	2 pièces
103.	Autorisations de construire des usines (n° 418). 1847-1919.	1 liasse
104.	Procès-verbaux d'information de <i>commodo</i> et <i>incommodo</i> (n° 419). 1844-1909.	1 liasse
105.	Procès-verbaux d'expertise (n° 421). 1830-1899.	1 liasse
106.	Pensions de vieillesse (n° 422). 1903-1911.	1 liasse
107.	Diplômes de capacité électorale (n° 451). 1883-1891.	1 liasse
108.	Examen de capacité électorale (n° 452). 1842-1892.	1 liasse
109.	Réclamations électorales – Listes des recours (n° 481). 1882-1909.	1 liasse
110.	Révision des listes électorales – Tableaux des arrêts de la Cour d'appel et arrêts de la députation permanente (n° 482). 1880-1911.	1 liasse
111.	Révision des listes électorales – Notification des décisions du Collège (n° 483). 1878-1911.	1 liasse
112.	Réclamations électorales – Nicolas Lambert et Nicolas Jean-Baptiste (n° 484). 1884-1885.	1 liasse
113.	Réclamations électorales – Rousselle Émile (n° 485). 1886-1887.	1 liasse
114.	Réclamations électorales – Nicolas Albert (n° 486). 1884-1887.	1 liasse
115.	Réclamations électorales – Lamouche Léon (n° 1487). 1883-1887.	1 liasse
116.	Réclamations électorales – Bouvy Philippe-Joseph (n° 488). 1885-1886.	1 liasse
117.	Réclamations électorales – Monneau François (n° 489). 1886-1887.	1 liasse
118.	Réclamations électorales – Monneau Joseph (n° 490). 1886-1887.	1 liasse
119.	Réclamations électorales – Étienne Jean-François (n° 491). 1885-1887.	1 liasse
120.	Réclamations électorales – Clausse Victor (n° 492). 1883-1885.	1 liasse
121.	Réclamations électorales – Petrement Jean-François (n° 493). 1885-1886.	1 liasse

122.	Réclamations électorales – Guillaume Jean-Pierre (n° 494). 1883-1886.	1 liasse
123.	Réclamations électorales – Fery Alexandre (n° 495). [XIX ^e siècle ?].	1 pièce
124.	Réclamations électorales – Pierre Michel (n° 496). 1886-1887.	1 liasse
125.	Réclamations électorales – Fayon Jean-Baptiste (n° 497). [XIX ^e siècle ?].	1 pièce
126.	Réclamations électorales – Lambert François-Joseph (n° 498). 1884-1886.	1 liasse
127.	Réclamations électorales – Diverses (n° 499). 1881-1888.	1 liasse
128.	Réclamations électorales – Déclarations de domicile (n° 500). 1883-1884.	1 liasse
129.	Révision des listes électorales – Pièces produites à l'appui des demandes d'inscription et accusés de réception des listes électorales (n° 501). 1875-1909.	1 liasse
130.	Élections générales (n° 502). 1894-1912.	1 liasse
131.	Élections provinciales (n° 503). 1910.	2 pièces
132.	Élections communales (n° 504). 1899-1911.	1 liasse
133.	Élections – Matériel électoral (n° 505). 1900.	2 pièces
134.	Administration communale – Procès-verbaux d'élections (n° 506). 1830-1907.	1 liasse
135.	Révision des listes électorales – Vérification par le Juge de Paix (n° 508). 1894-1912.	1 liasse
136.	Actes d'opposition en matière électorale (n° 509). 1894-1895.	1 liasse
137.	Certificats de changement de résidence pour l'étranger – A à E (n° 551). 1863-1912.	1 liasse
138.	Changement de résidence – Courrier (n° 555). 1897.	1 pièce
139.	Gendarmerie (n° 586). 1861-1903.	1 liasse
140.	Ventes de marchandises neuves – Demandes d'autorisation (n° 589). 1895-1912.	1 liasse
141.	Décorations (n° 590). 1891-1911.	1 liasse
142.	Successions vacantes (n° 591). 1890.	2 pièces
143.	Sablières (n° 592). 1908-1912.	1 liasse

144.	Matières explosives (n° 593). 1892-1908.	1 liasse
145.	Pétrole – Débit et magasin (n° 593 ^{bis}). 1868-1896.	1 liasse
146.	Jury (n° 594). 1895-1913.	1 liasse
147.	Voirie – Lebrun François (n° 596). 1909-1910.	1 liasse
148.	Rage canine (n° 597). 1911-1912.	3 pièces
149.	École libre adoptée (n° 598). 1912.	1 liasse
150.	Emprise dans le jardin Dominicy (n° 599). 1909-1912.	1 liasse
151.	Ancienne maison d'école des garçons (n° 600). 1912.	3 pièces
152.	Pertenne Émile (n° 601). 1908.	3 pièces
153.	Hygiène (n° 602). [XX ^e siècle ?].	2 pièces
154.	Milice – Décisions (n° 621). 1850-1913.	1 liasse
155.	Milice – Réclamations (n° 621 ²). 1897-1911.	1 liasse
156.	Milice – Inventaires (n° 622). 1899-1910.	1 liasse
157.	Milice – Incorporations (n° 623). 1873-1912.	1 liasse
158.	Milice – Réfractaires et déserteurs (n° 624). 1874-1906.	1 liasse
159.	Milice – Extraits du registre matricule (n° 625). 1877-1909.	1 liasse
160.	Milice – Changements de résidence de miliciens (n° 626). 1877-1900.	1 liasse
161.	Milice – Autorisations de contracter mariage (n° 627). 1867-1883.	1 liasse
162.	Milice – Listes des miliciens pour le tirage au sort (n° 628). 1881-1912.	1 liasse
163.	Milice – Quittances par des miliciens et mandats (n° 629). 1889-1905.	1 liasse
164.	Rémunération en matière de milice (n° 630). 1880-1905.	1 liasse
165.	Milice – Congés (n° 631). 1872-1911.	1 liasse
166.	Milice – Certificats divers (n° 632). 1863-1912.	1 liasse
167.	Milice – Autorisations de résider à l'étranger (n° 633). 1878-1894.	1 liasse

168.	Milice – Engagements (n° 634). 1885-1899.	1 liasse
169.	Milice – Correspondance (n° 635). 1879-1912.	1 liasse
170.	Milice – Inscription (n° 636). 1862-1912.	1 liasse
171.	Milice – Listes des appels (n° 638). 1882-1913.	1 liasse
172.	Registre aux actes de publication des appels interjetés tendant à obtenir une exemption ou à faire prononcer l'exclusion (n° 639). 1889-1905.	1 cahier
173.	Garde-civique (n° 640-640 ⁵). 1848-1894.	1 liasse
174.	Conseils de famille d'enfants mineurs (n° 643). 1905-1911.	1 liasse
175.	Gardiennat du troupeau commun (n° 701). 1849-1857.	3 pièces
176.	Pêche (n° 702). 1849-1909.	1 liasse
177.	Chasse (n° 703). 1891-1910.	1 liasse
178.	Agriculture (n° 704). 1843-1909.	1 liasse
179.	Recensements industriel et agricole (n° 705). 1838-1912.	1 liasse
180.	Conseil de l'Industrie et du Travail (n° 705 ^{bis}). 1891-1895.	1 liasse
181.	Recensement des chevaux (n° 706). 1877-1914.	1 liasse
182.	Recensement des chiens (n° 707). 1873-1898.	1 liasse
183.	Recensement de la population (n° 707 ²). 1890-1912.	1 liasse
184.	Taxes provinciales (n° 707 ³). 1896-1909.	1 liasse
185.	Abatages de chiens pour non-paiement de la taxe (n° 708). 1880-1911.	1 liasse
186.	Experts de la contribution personnelle (n° 709). 1865-1873.	1 liasse
187.	Fontaines publiques (n° 710). 1851-1902. Présence de plans.	1 liasse
188.	Pompes publiques (n° 711). 1896-1899. Présence d'une épure.	1 liasse
189.	Distribution d'eau (n° 712). 1870-1905. Présence d'épures.	1 liasse

190.	Cours d'eau (n° 713), 1848-1910.	1 liasse
191.	Réquisitions militaires (n° 714). 1814-1826.	1 liasse
192.	Vaccination (n° 715). 1820-1922.	1 liasse
193.	Chemins vicinaux – Entretien (n° 716). 1888-1909.	1 liasse
194.	Affaires diverses (n° 719). 1890-1911.	1 liasse
195.	Chemin de Musson (n° 720). 1892-1894.	1 liasse
196.	Accidents de travail (n° 722). 1895-1912.	1 liasse
197.	Plantation de tabac (n° 723). 1896-1910.	1 liasse
198.	Sentier de Pachin (n° 724). 1895-1896.	1 liasse
199.	Aisances communales (n° 725). 1894-1899.	1 liasse
200.	Affaire Deveaux-Denis (n° 725 ^{bis}). 1906-1912.	1 liasse
201.	Exploits d'huissiers (n° 726). 1880-1912.	1 liasse
202.	Chemin – Dominicy Jean-Baptiste (n° 727). 1906-1907.	1 liasse

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

Consulter en outre le n° 228 du présent inventaire.

203.	Courriers envoyés au bourgmestre de Saint-Léger et ayant trait au produit des dons patriotiques adressés au gouvernement provisoire. 12 décembre 1830 – 14 décembre 1830.	2 pièces
204-210.	Copies de courriers envoyés par la commune. 1886-1904.	7 volumes
204.	1886-1888 (registre A).	
205.	1888-1891 (registre B).	
206.	1891-1894 (registre C).	
207.	1894-1895 (registre 4).	
208.	1896-1899 (registre 5).	
209.	1899-1901 (registre 6).	
210.	1901-1904 (registre 7).	
211.	Registre-indicateur de la correspondance. 1945-1946.	1 volume

D. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES, STATISTIQUES GÉNÉRALES

212. Rapport dressé par le commissaire d'arrondissement faisant suite à l'inspection du bureau communal.
4 juillet 1962. 2 pièces
213. Rapport annuel sur la situation des affaires de la commune.
1977. 1 cahier

E. SÉRIES CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ, LE CONTENTIEUX ET LES ACTIONS EN JUSTICE

214. Brouillon d'une délibération du Conseil communal et d'une lettre adressée au procureur général de la Cour d'appel exposant une plainte à l'encontre du bourgmestre pour abus de pouvoir suite à ses agissements survenus le 21 mars 1892.
[1892]. 3 pièces
- 215-226. Dossiers relatifs aux litiges, contentieux et aux actions en justice qui opposent la commune à des tiers.
1892-1976. 3 pièces et 10 liasses
Afin de respecter la législation relative à la protection de la vie privée, les noms ci-dessous ne peuvent être publiés. L'inventaire complet est disponible sur demande introduite auprès du chef du service des Archives de l'État à Arlon.
215. An. J.
1941-1944. 1 liasse
216. Be. G.
1932-1948. 1 liasse
217. Bo. J.
1892. 2 pièces
218. Bo. – Co. (époux).
1955. 1 liasse
219. Cl. A.
1949-1955. 1 liasse
220. De. J. et Be. A.
1969-1976. 1 liasse
221. Dr. (héritiers).
1964. 1 liasse
222. Ep. A.
1952-1953. 1 liasse
Ce dossier oppose A. Ep. à la commune, à la Députation permanente du Conseil provincial du Luxembourg ainsi qu'à l'État belge et concerne un conflit survenu suite à la nomination d'un nouveau garde surnuméraire au triage de Châtillon.
223. Ke. M. (veuve Lé.).
1941-1942. 1 liasse
224. Ma. R. et H.
1960. 1 liasse
Ces pièces concernent un litige opposant R. et H. Ma. à A. Bo. et à la commune.
225. Pe. J.
1952. 1 liasse
226. Ro. A.
1973. 1 pièce

227. Pièces ayant trait à l'affaire qui oppose Sc. – Mi. à Ro.
1956-1957. 1 liasse
Le bourgmestre est invité, dans cette affaire, à comparaître devant le Tribunal d'Arlon.

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. BOURGMESTRE

Consulter les n° 214 et 227 du présent inventaire.

228. Correspondance générale et autres pièces conservées par le bourgmestre.
1831-1945. 1 liasse

B. ORGANISATION DES SERVICES

1. GESTION DES ARCHIVES COURANTES, INTERMÉDIAIRES ET STATIQUES

1224. Inventaire des registres, titres et pièces existant au bureau communal en juin 1883.
1883. 1 pièce
229. Liste des « vieux parchemins » appartenant à la commune de Saint-Léger et
remise au commissaire d'arrondissement le 4 avril 1884.
1884. 1 pièce
1173. Courrier émanant du gouverneur informant le bourgmestre de l'inspection des
archives communales par M. Lahaye, conservateur des Archives de l'État à
Namur.
17 mars 1893. 1 pièce

2. ÉQUIPEMENT MATÉRIEL DES SERVICES

230. Dossier relatif à la fourniture de mobilier pour le secrétariat communal.
1950. 1 liasse
Présence de plans.

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS

1174. Expédition d'un arrêté du gouverneur suspendant l'exécution de la délibération en
date du 12 juin 1958, par laquelle le Conseil communal approuve un état
d'honoraires de 1100 francs, présenté par Ernest Sosson, agent technique des
Eaux et Forêts, à titre de rémunération pour la régie de plantations, expédition
d'un arrêté de la députation permanente qui maintient la suspension prononcée et
courrier afférent.
1958. 3 pièces

2. DOCUMENTS CONCERNANT LES COMITÉS DE CONCERTATION DE BASE ET ORGANES SIMILAIRES

231. Liste d'adhésions à l'Association des secrétaires communaux de l'arrondissement
d'Arlon – Virton, initiée notamment par le secrétaire communal de Saint-Léger et

destinée à préparer un projet de règlement.
1892.

1 pièce

**3. DOCUMENTS CONCERNANT D'AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX
POUR LE PERSONNEL COMMUNAL**

232. Dossier relatif au paiement des pensions des instituteurs communaux.
1876-1896.

1 liasse

233. États des mutations survenues dans la situation de la caisse des veuves et
orphelins des professeurs et instituteurs communaux.
1877-1881.

1 pièce et 3 cahiers

**III. GESTION DU PATRIMOINE MOBILIER ET
IMMOBILIER**

234. Documents concernant la vente, sur enchère publique, de cordes de bois
façonnées dans la coupe communale destinée au chauffage.
1808-1809.

2 cahiers

235. Plan graphique de l'aménagement des bois communaux divisés en 18 coupes.
1852.
Plan en mauvais état de conservation.

1 pièce

236. Extrait du registre aux déclarations de ventes mobilières concernant la vente
publique de bois façonné pour charbon et bottes d'écorces à tan appartenant à la
commune.
18 mars 1854.

1 pièce

237. Dossier concernant l'affouage.
1856-1882.

1 liasse

238. Plan géométrique d'une parcelle du bois communal, située au lieu-dit « Wachet ».
2 février 1857 – 6 février 1857.

2 pièces

239. Plan représentant 98 parcelles de terrain communal, sises au lieu-dit
« Conchibois », cadastrées section C n° 358^a, 359^a et 359^t, dont l'aliénation est
projetée par l'administration locale et tableau des contenances afférentes.
1^{er} juillet 1905.

1 pièce

240. Plan représentant deux parcelles que la commune désire acheter à Firmin Feller-
Lambinet pour l'élargissement des chemins n° 13 et 18.
1917.

1 pièce

241. Carnet reprenant le nom, le prénom et la somme reçue dans le cadre de l'affouage
de 1946.
1947.

1 cahier

242. Avis d'enquête de commodo et incommodo concernant la demande introduite par
René Dussart-Habran tendant à obtenir l'autorisation de construire un mur de
soutènement sur le terrain communal dans le prolongement du mur mitoyen
séparant les immeubles Dussart-Habran et Allarding-Delvaux.
27 février 1952.

1 pièce

243. Plan indiquant une parcelle de terrain d'une contenance de 19 ares 55 cédée par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à la commune.
24 novembre 1962. 1 pièce
244. Copies d'actes de vente de terrains communaux aux lieux-dits « À Lackman », « Devant le Bois de Vance » et « Au Chemin des Mines ». 1973-1975. 1 liasse

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 245-268. Budgets.
1841-1911, 1973-1977. 71 pièces et 5 cahiers
245. 1841-1843. 3 pièces
246. 1844-1846. 3 pièces
247. 1847-1849. 3 pièces
248. 1850-1852. 3 pièces
249. 1853-1855. 3 pièces
250. 1856-1858. 3 pièces
251. 1859-1861. 3 pièces
252. 1862-1864. 3 pièces
253. 1865-1867. 3 pièces
254. 1868-1870. 3 pièces
255. 1871-1873. 3 pièces
256. 1874-1876. 3 pièces
257. 1877-1879. 3 pièces
258. 1880-1882. 3 pièces
259. 1883-1885. 3 pièces
260. 1886-1888. 3 pièces
261. 1889-1891. 3 pièces
262. 1892-1894. 3 pièces
263. 1895-1897. 3 pièces
264. 1898-1900. 3 pièces
265. 1901-1903. 3 pièces
266. 1904-1906. 3 pièces
267. 1907-1909. 3 pièces
268. 1910-1911. 2 pièces
1225. 1973. 1 cahier
1226. 1974. 1 cahier
1227. 1975. 1 cahier
1228. 1976. 1 cahier
1229. 1977. 1 cahier
- 269-278. Budgets communaux affichés à titre d'information pour les habitants de la commune.
1884-1912. 29 pièces
269. 1884-1886. 3 pièces

270.	1887-1889.	3 pièces
271.	1890-1892.	3 pièces
272.	1893-1895.	3 pièces
273.	1896-1898.	3 pièces
274.	1899-1901.	3 pièces
275.	1902-1904.	3 pièces
276.	1905-1907.	3 pièces
277.	1908-1910.	3 pièces
278.	1911-1912.	2 pièces
1230-1234. Annexes aux budgets.		
	1973-1977.	5 cahiers
1230.	1973.	
1231.	1974.	
1232.	1975.	
1233.	1976.	
1234.	1977.	
2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
279-280. Registres des mandats.		
	1846-1944.	2 volumes
279.	1846-1874.	
280.	1933-1944.	
281-305. Grands-livres des dépenses.		
	1952-1976.	25 liasses
281.	1952.	
282.	1953.	
283.	1954.	
284.	1955.	
285.	1956.	
286.	1957.	
287.	1958.	
288.	1959.	
289.	1960.	
290.	1961.	
291.	1962.	
292.	1963.	
293.	1964.	
294.	1965.	
295.	1966.	
296.	1967.	
297.	1968.	
298.	1969.	
299.	1970.	
300.	1971.	
301.	1972.	
302.	1973.	
303.	1974.	

304. 1975.

305. 1976.

1175-1176. Grands-livres des dépenses.

1959-1966.

2 volumes

Ces deux grands-livres étaient initialement conservés dans une autre série que celle inventoriée précédemment dans cet inventaire (n° 281 à 305). Afin de garantir l'intégrité du fonds, nous avons maintenu la distinction entre ces deux séries.

1175. 1959-1962.

1176. 1963-1966.

306-307. Grands-livres des recettes.

1959-1974.

2 volumes

Ces deux grands-livres étaient initialement conservés dans une autre série que celle inventoriée aux n° 308 à 320 de cet inventaire. Afin de garantir l'intégrité du fonds, nous avons maintenu la distinction entre ces deux séries.

306. 1959-1965.

307. 1967-1974.

308-320. Grands-livres des recettes.

1962-1976.

13 liasses

Consulter également les grands-livres des recettes inventoriés aux n° 306-307 du présent inventaire.

308. 1962.

309. 1965.

310. 1966.

311. 1967.

312. 1968.

313. 1969.

314. 1970.

315. 1971.

316. 1972.

317. 1973.

318. 1974.

319. 1975.

320. 1976.

3. DOCUMENTS CONCERNANT LES EMPRUNTS

321-22. Dossiers relatifs aux emprunts octroyés par le Crédit communal de Belgique à la commune pour divers projets.

1953-1954.

2 liasses

321. Travaux de renforcement du réseau électrique.
1953.

322. Construction d'un bâtiment à mettre à disposition d'un industriel.
1954.

**4. DOCUMENTS CONCERNANT LES SUBVENTIONS DES AUTORITÉS
SUPÉRIEURES**

323. Dossier relatif à la superficie de la voirie communale à prendre en considération pour la répartition du fonds B du Fonds des communes.

1949-1971.

1 liasse

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR**1. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR ORDINAIRE**

324-411.	Pièces justificatives aux comptes. 1850-1976.	6 pièces et 84 liasses
324.	1850.	1 liasse
325.	1851.	1 liasse
326.	1852.	1 liasse
327.	1853.	1 liasse
328.	1854.	1 liasse
329.	1855.	1 liasse
330.	1856.	1 liasse
331.	1857.	1 liasse
332.	1858.	1 liasse
333.	1859.	1 liasse
334.	1860.	1 liasse
335.	1861.	1 liasse
336.	1862.	1 liasse
337.	1863.	1 liasse
338.	1864.	1 liasse
339.	1865.	1 liasse
340.	1869.	1 pièce
341.	1871.	1 liasse
342.	1872.	1 liasse
343.	1873.	1 liasse
344.	1874.	1 liasse
345.	1875.	1 liasse
346.	1876.	1 liasse
347.	1877.	1 liasse
348.	1878.	1 liasse
349.	1879.	1 liasse
350.	1880.	1 liasse
351.	1882.	1 liasse
352.	1883.	1 liasse
353.	1884.	1 liasse
354.	1885.	1 liasse
355.	1886.	1 liasse
356.	1888.	1 liasse
357.	1889.	1 liasse
358.	1891.	1 liasse
359.	1892.	1 liasse
360.	1893.	1 liasse
361.	1894.	1 liasse
362.	1895.	1 liasse
363.	1896.	1 liasse
364.	1897.	1 liasse
365.	1898.	1 liasse
366.	1899.	1 liasse

367.	1900.	1 liasse
368.	1901.	1 liasse
369.	1902.	1 liasse
370.	1903.	1 liasse
371.	1904.	1 liasse
372.	1905.	1 liasse
373.	1906.	1 liasse
374.	1908.	1 liasse
375.	1909.	1 liasse
376.	1910.	1 liasse
377.	1912.	1 liasse
378.	1913.	1 liasse
379.	1916.	1 pièce
380.	1917.	1 liasse
381.	1918.	1 pièce
382.	1919.	1 liasse
383.	1920.	1 liasse
384.	1923.	1 liasse
385.	1924.	1 liasse
386.	1925.	1 liasse
387.	1926.	1 liasse
388.	1927.	3 pièces
389.	1928.	1 liasse
390.	1930.	1 liasse
391.	1931.	1 liasse
392.	1932.	1 liasse
393.	1933.	1 liasse
394.	1934.	1 liasse
395.	1936.	1 liasse
396.	1940.	1 liasse
397.	1941.	1 liasse
398.	1942.	1 liasse
399.	1943.	1 liasse
400.	1944.	1 liasse
401.	1945.	1 liasse
402.	1956.	1 liasse
403.	1968 (dépenses).	1 liasse
404.	1968 (dépenses).	1 liasse
405.	1974 (recettes).	1 liasse
406.	1974 (dépenses).	1 liasse
407.	1974 (dépenses).	1 liasse
408.	1974 (dépenses).	1 liasse
409.	1976 (recettes et dépenses).	1 liasse
410.	1976 (dépenses).	1 liasse
411.	1976 (dépenses).	1 liasse
412-476.	Comptes communaux. 1850-1979.	83 cahiers
412.	1850.	

413.	1852.
414.	1853.
415.	1855.
416.	1856.
417.	1857.
418.	1860.
419.	1863.
420.	1864.
421.	1865.
422.	1866.
423.	1867.
424.	1868.
425.	1869.
426.	1870.
427.	1871.
428.	1873.
429.	1874.
430.	1875.
431.	1876.
432.	1877.
433.	1878.
434.	1879.
435.	1880.
436.	1881.
437.	1882.
438.	1883.
439.	1884.
440.	1885.
441.	1886.
442.	1887.
443.	1888.
444.	1889.
445.	1890.
446.	1891.
447.	1892.
448.	1895.
449.	1896.
450.	1897.
451.	1898.
452.	1899.
453.	1900.
454.	1901.
455.	1902.
456.	1903.
457.	1904.
458.	1905.
459.	1906.
460.	1907.

461.	1908.
462.	1909.
463.	1910.
464.	1911.
465.	1913.
1235.	1951.
1236.	1952.
1237.	1953.
1238.	1954.
1239.	1955.
1240.	1956.
1241.	1957.
1242.	1958.
1243.	1959.
1244.	1960.
1245.	1961.
1246.	1962.
1247.	1963.
1248.	1964.
1249.	1965.
1250.	1966.
1251.	1967.
1252.	1968.
466.	1969.
467.	1970.
468.	1971.
469.	1972.
470.	1973.
471.	1974.
472.	1975.
473.	1976.
474.	1977.
475.	1978.
476.	1979.

477-488. Comptes des recettes et des dépenses affichés à titre d'information pour les habitants de la commune.

1851-1913.	30 pièces
477. 1851.	1 pièce
478. 1882.	1 pièce
479. 1884-1886.	3 pièces
480. 1887-1889.	3 pièces
481. 1890-1892.	3 pièces
482. 1893-1895.	3 pièces
483. 1896-1898.	3 pièces
484. 1899-1901.	3 pièces
485. 1902-1904.	3 pièces
486. 1905-1907.	3 pièces
487. 1908-1910.	3 pièces

488. 1913. 1 pièce

2. DOCUMENTS CONCERNANT LES IMPOSITIONS ET TAXES

Consulter en outre les n° 503, 504, 505 et 506 du présent inventaire.

489. Matrice du rôle du cinquième à lever provisoirement sur le subsidé de l'an V pour la mairie de Saint-Léger.
19 février 1797 (1^{er} ventôse an V). 2 cahiers

490. Rôle des droits de patentes dus pour l'an XII.
24 septembre 1803 – 22 septembre 1804 (an XII). 1 pièce

491. Extrait du rôle des contributions foncières, personnelles et mobilières et des portes et fenêtres de la commune, fait et arrêté par le Préfet du Département des Forêts et le Secrétaire général.
1814. 1 pièce

1177. Procès-verbal de délimitation du territoire de la commune, tableau indicatif de la longueur des lignes, de l'ouverture des angles et des directions qui déterminent la véritable circonscription de la commune pour faire suite au procès-verbal de délimitation et procès-verbal de la division du territoire de la commune en sections.
1821-1822. 1 cahier

1178. Croquis visuels des limites de la commune.
1822. 1 cahier
Présence, en fin de cahier, d'un tableau comparatif des mesures anciennes et nouvelles.

492-502. Plans cadastraux parcellaires primitifs.
1822-1843. 12 pièces

Les plans cadastraux ont été révisés en 1843.

492. Tableau d'assemblage du plan cadastral parcellaire.

493. Section A, feuille 1 (n° 1-1651).

494. Section A, feuille 2 (n° 1652-2410).

495. Section A, feuille 3 (n° 2411-2938).

496. Section A, feuille 4 (n° 2939-2956).

497. Section A, feuille 5 (n° 2957-2968).

498. Section B, feuille 1 (n° 1-48).

1179. Section B, feuille 2 (n° 49-856).

499. Section B, feuille 3 (n° 857-1116).

500. Section C, feuille 1 (n° 1-359).

501. Section C, feuille 2 (n° 360-1002).

502. Section C, feuille 3 (n° 1003-1227).

1180. Matrices du rôle pour la contribution foncière des propriétés bâties, et celles des portes et fenêtres, matrice du rôle pour la contribution foncière de la commune rédigée en conformité des instructions sur le cadastre et table alphabétique des propriétaires compris dans la matrice cadastrale.
1825-1827. 1 volume

503-505. Rôles de répartition des travaux à exécuter dans la commune, dressés en conformité du règlement du 12 août 1822, approuvé par arrêté royal du

- 3 mars 1824.
1825-1834. 3 cahiers
503. 1825.
504. 1827.
505. 1834.
506. Rôle matrice de la répartition des travaux à exécuter pour la réparation des chemins vicinaux de la commune, dressé en conformité du règlement approuvé par l'arrêté royal du 3 mars 1824.
1827. 1 cahier
507. Liste des contribuables portés aux rôles primitifs de l'impôt foncier, de la contribution personnelle et du droit de patente pour 15 francs au moins.
1841. 1 pièce
1181. Livre journal des mutations de la commune déclarées ou constatées depuis le 15 septembre 1840 jusqu'au 15 septembre 1841, pour servir à former la matrice sommaire pour 1842.
1841. 1 cahier
1182. Tableaux indicatifs primitifs des propriétaires et des propriétés foncières non-bâties et bâties, ainsi que de leurs contenance, classement et évaluation cadastrales.
1845. 1 volume
- 1183-1195. Croquis d'arpentage des nouvelles parcelles résultant de changements de limites.
1845-1857. 13 cahiers
1183. 1845.
1184. 1846.
1185. 1847.
1186. 1848.
1187. 1849.
1188. 1850.
1189. 1851.
1190. 1852.
1191. 1853.
1192. 1854.
1193. 1855.
1194. 1856.
1195. 1857.
- 1196-1197. États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis.
1846-1947. 2 volumes
1196. Volume 1.
1847-1944.
1197. Volume 2.
1846-1947.
508. Plans cadastraux supplémentaires.
[1854-1916 ?]. 3 pièces
Les plans ont été révisés jusqu'en 1916.

1198.	États des parcelles à expertiser. 1867-1877.	1 liasse
1199.	Registre aux réclamations. 1877.	1 cahier
509.	État des patentables cotisés, pour l'année entière, dans les rôles de 1878, de 1877 et de 1876, d'après le tableau n° 11 annexé à la loi du 21 mai 1819. 1878.	1 pièce
510.	État présentant les cotisations à la contribution personnelle de l'année 1878, qui doivent subir une modification par application de l'article 4 de la loi du 26 août 1878, et la partie de ces cotisations maintenue ensuite de cette loi. 1878.	1 pièce
511.	Avertissements-extraits du rôle des contributions directes. 1882-1891.	1 liasse
512-522.	Extraits des rôles indiquant les contributions directes imposées pour la première fois ou pour la seconde fois et atteignant au moins le cens communal, ainsi que les demandes d'imposition atteignant au moins le même cens, qui, ayant été rejetées par le directeur, ont fait l'objet d'un recours devant la Cour d'appel. 1882-1893.	2 pièces et 12 cahiers
512.	1882.	2 cahiers
513.	1883.	2 cahiers
514.	1884.	1 cahier
515.	1885.	1 cahier
516.	1886.	1 cahier
517.	1888.	1 cahier
518.	1889.	1 cahier
519.	1890.	1 cahier
520.	1891.	1 cahier
521.	1892.	1 cahier
522.	1893.	2 pièces
523-524.	Rôles des taxes provinciales sur les chiens et sur les débits, en détail, de boissons alcooliques et de tabacs. 1874-1896.	1 pièce et 1 cahier
523.	1874.	1 cahier
524.	1896.	1 pièce
525-543.	Doubles des rôles des contributions directes. 1875-1893.	17 pièces et 20 cahiers
525.	1875.	1 cahier
526.	1876.	1 cahier
527.	1877.	1 pièce et 1 cahier
528.	1878.	1 pièce et 1 cahier
529.	1879.	1 cahier
530.	1880.	1 cahier
531.	1881.	1 pièce et 1 cahier
532.	1882.	2 pièces et 1 cahier
533.	1883.	3 pièces et 1 cahier

	534.	1884.	2 pièces et 1 cahier	
	535.	1885.	1 pièce et 1 cahier	
	536.	1886.	2 cahiers	
	537.	1887.	1 pièce et 1 cahier	
	538.	1888.	1 pièce et 1 cahier	
	539.	1889.	1 pièce et 1 cahier	
	540.	1890.	1 pièce et 1 cahier	
	541.	1891.	1 pièce et 1 cahier	
	542.	1892.	1 cahier	
	543.	1893.	1 pièce et 1 cahier	
544.	Extrait du tableau des ministres des cultes, salariés par l'État, qui sont imposés au droit de patente pour 1881 et courrier afférent. 3 juin 1881.			1 pièce
545.	Relevé, par ordre alphabétique, des contribuables dont l'imposition à la contribution personnelle pour l'exercice 1889 est considérée comme non avenue pour les deux derniers trimestres de cet exercice, et ne compte pas dans la formation du cens électoral, conformément à l'article 21 de la loi du 9 août 1889. 1889.			1 pièce
546.	Extraits de déclarations de patentes. 1890-1891.			2 pièces
547-554.	Doubles des rôles de la contribution foncière, de la contribution personnelle sur la valeur locative, les portes et les fenêtres et le mobilier ainsi que sur le droit de patente. 1894-1901.			5 cahiers et 3 liasses
	547.	1894.	Ce double des rôles n'inclut pas le droit de patente.	1 cahier
	548.	1895.		1 liasse
	549.	1896.	Présence d'un double des rôles supplétifs.	1 liasse
	550.	1897.	Présence de relevé des contribuables habitant la commune, qui payent au profit de l'État.	1 liasse
	551.	1898.		1 cahier
	552.	1899.	Présence d'un relevé des maisons et bâtiments nouvellement construits, reconstruits ou agrandis dont l'occupation a été déclarée depuis le 1 ^{er} janvier 1899 jusqu'au 31 août 1899.	1 cahier
	553.	1900.		1 cahier
	554.	1901.		1 cahier
1200.	Croquis visuels des propriétés bâties à expertiser. [XIX ^e siècle]. Concerne la section A.			1 pièce
555.	Plans parcellaires du lieu-dit « Conchibois ». [XIX ^e siècle ?].			2 pièces
1201-1208.	Matrices cadastrales des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties, renseignant les personnes qui jouissent de droits réels d'usufruit,			

d'emphytéose et de superficie, ainsi que le revenu net imposable à la contribution foncière.

[XIXe – XXe siècles].

8 volumes

1201. Volume 1¹ (art. 1-221).

1202. Volume 1² (art. 222-474).

1203. Volume 2 (art. 475-642).

1204. Volume 3 (art. 643-973).

1205. Volume 4 (art. 974-1275).

1206. Volume 5 (art. 1276-1590).

1207. Volume 6 (art. 1591-1911).

1208. Volume 7 (art. 1912-2157).

1209. Table alphabétique des propriétaires inscrits à la matrice cadastrale.
[1914 ?]-1925.

1 volume

556. Dossier ayant trait à l'établissement d'une taxe communale sur les spectacles et les divertissements.
1949-1954.

1 liasse

557. Avis d'enquête de commodo et incommodo par lequel le Conseil communal tend à obtenir l'autorisation nécessaire pour percevoir un droit de raccordement ainsi qu'une taxe annuelle sur les égouts.
10 novembre 1954.

1 pièce

558. Copies conformes d'arrêtés du gouverneur de la province approuvant les délibérations du Conseil communal ayant trait aux additionnels communaux au principal du précompte immobilier.
1970-1974.

1 liasse

559. Expédition conforme d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et arrêté du gouverneur concernant la modification du taux de la taxe sur l'enlèvement des immondices.
1971-1972.

2 pièces

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

560. Invitation envoyée par le Collège électoral à des administrés afin qu'ils viennent remplir, le 29 octobre 1878, les fonctions de scrutateur au bureau qui siège à l'hôtel de ville lors des élections communales.
1878.

1 liasse

B. DOCUMENTS CONCERNANT LES CIMETIÈRES ET LES FUNÉRAILLES

Consulter en outre le n° 977 du présent inventaire.

561. Registre destiné à recevoir les délibérations du Conseil communal concernant les concessions de sépulture.
24 décembre 1909 – 12 juin 1923.

1 volume

562. Dossier ayant trait aux concessions de sépultures.
1949-1973. 1 liasse

C. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL

563. Extraits d'actes de l'état civil émanant d'autres communes.
1805 (7 prairial an XIII)-1911. 1 liasse
Concerne essentiellement le XIX^e siècle.
564. Aide-mémoire de l'échevin de l'état civil rédigé pour le mariage de Jean-Baptiste Dieudonné et Marie-Barbe Mathieu et acte de publication de mariage concernant cette union.
1892. 2 pièces
565. Extrait du registre aux déclarations de nationalité et courrier ayant trait à l'octroi de la nationalité belge à Paul-Alexandre Chaulot.
1894. 2 pièce

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

- 566-598. Renseignements statistiques ayant trait au mouvement de la population et de l'état civil.
1942-1974. 33 liasses
566. 1942.
567. 1943.
568. 1944.
569. 1945.
570. 1946.
571. 1947.
572. 1948.
573. 1949.
574. 1950.
575. 1951.
576. 1952.
577. 1953.
578. 1954.
579. 1955.
580. 1956.
581. 1957.
582. 1958.
583. 1959.
584. 1960.
585. 1961.
586. 1962.
587. 1963.
588. 1964.
589. 1965.
590. 1966.

591. 1967.
592. 1968.
593. 1969.
594. 1970.
595. 1971.
596. 1972.
597. 1973.
598. 1974.
599. Exposé relatif à l'inspection des registres de la population et plus spécialement au contrôle et à l'enregistrement des mutations, la tenue de l'index alphabétique et le contrôle des cartes d'identité.
30 juillet 1957. 1 liasse
600. Rapport dressé suite à l'inspection des registres de la population, du registre des étrangers et des listes de milice de la commune.
3 juillet 1962. 1 cahier

**B. REGISTRES DE LA POPULATION ET AUTRES DOCUMENTS
CONCERNANT LE MOUVEMENT DE LA POPULATION**

- 601-631. Registres de la population.
1847-1970. 31 volumes
601. 1847-1856 (1-259).
602. 1847-1856 (265-528).
603. 1857-1866 (1-249).
604. 1857-1866 (250-497).
605. 1867-1880 (1-119).
606. 1867-1880 (120-238).
607. 1867-1880 (239-357).
608. 1881-1890 (141-305).
609. 1881-1890 (1-140).
610. 1891-1900 (1-150).
611. 1901-1910 (1-286).
612. 1901-1910 (407-676).
613. 1911-1920 (1-250).
614. 1911-1920 (251-500).
615. 1911-1920 (501-750).
616. 1921-1930 (1-250).
617. 1921-1930 (251-500).
618. 1921-1930 (501-750).
619. 1931-1947 (1-150).
620. 1931-1947 (151-300).
621. 1931-1947 (301-450).
622. 1931-1947 (451-600).
623. 1931-1947 (601-750).
624. 1948-1960 (1-150).
625. 1948-1960 (151-300).
626. 1948-1960 (451-600).
627. 1948-1960 (301-450).

628. 1961-1970 (1-323).
629. 1961-1970 (331-590).
630. 1961-1970 (591-859).
631. 1961-1970 (folios n° 875-1200).
- 632-642. Index alphabétiques aux registres de la population.
1847-1981. 11 volumes
632. 1847-1856.
633. 1857-1866.
634. 1867-1880.
635. 1881-1890.
636. 1891-1900.
637. 1911-1920.
638. 1921-1930.
639. 1931-1947.
640. 1947-1961.
641. 1961-1970.
642. 1971-1981.
643. Certificats de changement de résidence.
1849-1909. 1 liasse
- 644-646. Registres des entrées de la population.
1901-1976. 3 volumes
644. 1901-1947.
645. 1948-1974.
646. 1975-1976.
- 647-649. Registres des sorties de la population.
1901-1976. 3 volumes
647. 1901-1947.
648. 1948-1972.
649. 1973-1976.
650. Registre des étrangers.
1929-1938. 1 volume

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

651. Fiches de dépouillement des bulletins de ménage complétés dans le cadre du recensement général de la population au 31 décembre 1866.
[1867]. 1 liasse
652. Tableaux présentant les résultats du recensement de la population au 31 décembre 1970 dans la commune.
[1975]. 1 cahier
Seul le volume 1 est conservé.

D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

653. Registre destiné à l'inscription des personnes qui ont reçu une carte de travailleur frontalier.
1929-1949. 1 volume

- | | | |
|------|---|----------|
| 654. | Registre de contrôle des certificats d'inscription pour étrangers.
24 février 1966 – 4 mai 1984. | 1 volume |
| 655. | Registre de contrôle des cartes d'identité pour étrangers.
1966-1984. | 1 volume |
| 656. | Cartes de séjour de ressortissants d'un État membre de la C.E.E.
1971-1984. | 1 volume |

VII. ÉLECTIONS

A. GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|------|---|----------|
| 657. | Tableaux constatant la remise des lettres de convocation aux électeurs.
1884-1885. | 3 pièces |
| 658. | Fiches nominatives de convocation aux élections communales du
24 novembre 1946.
1946. | 1 liasse |
| 659. | Affiche et autres pancartes apposées dans ou à proximité du bureau de vote lors
d'élections législatives.
[Début XX ^e siècle]. | 1 liasse |

B. DOCUMENTS CONCERNANT LES PERSONNES ÉLIGIBLES ET LES CANDIDATS

- | | | |
|------|---|---------|
| 660. | Procès-verbal arrêtant les listes des candidats auxquels les suffrages peuvent être
donnés pour les élections communales du 25 octobre 1881.
20 octobre 1881. | 1 pièce |
| 661. | Brouillon de proposition de candidats pour l'élection communale du
19 octobre 1884.
13 octobre 1884. | 1 pièce |

C. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- | | | |
|----------|--|------------------------|
| 662. | Liste des personnes aptes à être jurés.
1832. | 1 pièce |
| 663. | Liste alphabétique des citoyens habitant la commune et qui d'après les articles 7,
8, 9 et 10 de la loi communale, réunissent les conditions requises pour concourir à
l'élection des membres du Conseil communal.
15 avril 1841. | 1 pièce |
| 664-678. | Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux.
1875-1937. | 2 pièces et 14 cahiers |
| 664. | 1875. | 1 pièce |
| 665. | 1877. | 1 pièce |
| 666. | 1896-1897. | 1 cahier |
| 667. | 1897-1898. | 1 cahier |
| 668. | 1898-1899. | 1 cahier |
| 669. | 1899-1900. | 1 cahier |
| 670. | 1900-1901. | 1 cahier |

671.	1901-1902.	1 cahier
672.	1902-1903.	1 cahier
673.	1903-1904.	1 cahier
674.	1905-1906.	1 cahier
675.	1906-1907.	1 cahier
676.	1907-1908.	2 cahiers
	Cette liste semble avoir été utilisée lors des élections provinciales organisées le 9 juin 1907. Le premier cahier comporte la mention « Élections provinciales du 9 juin 1907 – 17 ^e section (A à J) », tandis que sur le deuxième est inscrit « Élections provinciales du 9 juin 1907 – 18 ^e section (K à Z) ».	
677.	1910-1911.	1 cahier
678.	1935-1937.	1 cahier
679-681.	Listes alphabétiques des citoyens de la commune que la loi appelle à participer à l'élection des membres des Chambres législatives, du Conseil provincial et du Conseil communal. 1876 – [XX ^e siècle].	
		4 pièces
679.	1876.	2 pièces
680.	1877.	1 pièce
681.	[XX ^e siècle].	1 pièce
682.	Liste des vingt électeurs de la section les moins âgés parmi ceux ayant au moins quarante ans et jouissant du triple vote ou subsidiairement du second vote. 24 septembre 1894.	
		1 pièce
683.	Liste d'appel des électeurs du 13 ^e bureau électoral dressée dans le cadre des élections législatives du 14 octobre 1894. [1894].	
		1 cahier
684.	Listes des électeurs pour la Chambre des représentants et pour le Sénat. 1894-1895.	
		1 pièce et 5 cahiers
685.	Liste des électeurs pour le Conseil provincial et pour le Sénat. 1894-1895.	
		1 cahier
686.	Liste des électeurs pour la Chambre des représentants. 1895.	
		1 cahier
687.	Listes des électeurs pour la Chambre des représentants, le Sénat et la Province. 1895-1896.	
		2 cahiers
688-689.	Listes des électeurs communaux. 1895-1921.	
		4 cahiers
688.	1895-1896.	3 cahiers
689.	1920-1921.	1 cahier
690-691.	Listes des électeurs. 1932-1937.	
		2 cahiers
690.	Femmes. 1932-1933.	
691.	Hommes. 1936-1937.	

1210. Dossier relatif à l'établissement des listes de jurés.
1952-1969. 1 liasse
- 692-693. Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux
conseils communaux.
1966-1971. 2 cahiers
692. 1966-1968.
693. 1969-1971.

D. DOCUMENTS CONCERNANT LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

1211. Réclamation relative à l'élaboration des listes électorales.
12 août 1831. 1 pièce
- 694-708. Listes alphabétiques des citoyens de la commune que la loi appelle à participer à
l'élection des membres des Chambres législatives, du Conseil provincial et du
Conseil communal produites dans le cadre des révisions.
1873-1892. 5 pièces, 3 cahiers et 10 liasses
694. 1873. 1 cahier
695. 1874. 1 cahier
696. 1875. 1 cahier
697. 1878. 2 pièces
698. 1881. 1 liasse
699. 1883. 3 pièces
700. 1884. 1 liasse
701. 1885. 1 liasse
702. 1886. 1 liasse
703. 1887. 1 liasse
704. 1888. 1 liasse
705. 1889. 1 liasse
706. 1890. 1 liasse
707. 1891. 1 liasse
708. 1892. 1 liasse
709. Liste supplémentaire des électeurs de la commune, admis ou rayés depuis le
14 août 1876.
1876. 1 pièce
1212. Pièces diverses produites dans le cadre des révisions des listes électorales.
1881-1937. 1 liasse
710. Extraits des doubles des rôles envoyés par le receveur des contributions directes
d'Arlon, conformément à l'article 45 des lois électorales coordonnées, concernant
des personnes domiciliées à Saint-Léger.
1882. 1 liasse
1213. Courrier envoyé par le cours des Contributions directes, douanes et accises au
bourgmestre concernant la réforme électorale pour la province et la commune.
11 octobre 1883. 1 pièce
- Contient une liste des fonctionnaires et employés sous les ordres du directeur des Contributions
directes, douanes et accises, jouissant d'un traitement fixe ou de remises proportionnelles de
1500 francs au moins, qui résidaient, au 1er août 1883, dans la commune.

- 711-714. Listes dressées en exécution de la loi du 24 août 1883.
1883-1884. 3 pièces et 1 cahier
711. Liste alphabétique des électeurs capacitaires pour la province et la commune à dresser du 1^{er} au 14 octobre 1883 (n° 1), 1883. 1 pièce
712. Liste alphabétique des électeurs capacitaires pour la province et la commune à dresser du 1^{er} au 14 décembre 1883 (n° 2), 1883-1884. 1 pièce
713. Liste supplémentaire des diplômés qui n'auront pas atteint l'âge de 21 ans avant le 1^{er} mai 1884 (n° 2bis), 1884. 1 pièce
714. Liste générale comprenant la liste des électeurs censitaires et les deux listes d'électeurs capacitaires (n° 3), [1884]. 1 cahier
715. Pièces ayant trait aux demandes introduites par certains administrés afin d'obtenir leur inscription sur les listes des électeurs.
1885-1892. 1 liasse
716. Registre des incapacités électorales tenu en exécution de l'article 64 du code électoral.
31 juillet 1891 – 25 septembre 1935. 1 volume
- 717-721. Relevés des actes civils publics sous seing privé et des jugements enregistrés constatant des mutations d'immeubles situés dans la commune.
1893-1903. 5 cahiers
Ces relevés sont dressés dans le cadre de la formation des listes électorales.
717. 1893-1894.
718. 1894-1895.
719. 1896-1897.
720. 1897-1898.
721. 1902-1903.
- 722-741. Fiches de citoyens belges par la naissance ou la grande naturalisation, qui âgés de 25 ans au moins ou qui auraient atteint cet âge à la date du 1^{er} mai 1894, et qui, depuis le 1^{er} août 1892 au moins, ont dans la commune un domicile effectif, emportant la résidence et sont ou auraient dû être renseignés dans les registres de population.
1894. 1 pièce et 19 liasses
722. A. 1 liasse
723. B. 1 liasse
724. C. 1 liasse
725. D. 1 liasse
726. E. 1 pièce
727. F. 1 liasse
728. G. 1 liasse
729. H. 1 liasse
730. J. 1 liasse
731. K. 1 liasse
732. L. 1 liasse
733. M. 1 liasse
734. N. 1 liasse
735. P. 1 liasse
736. R. 1 liasse

- | | | |
|------|----|----------|
| 737. | S. | 1 liasse |
| 738. | T. | 1 liasse |
| 739. | V. | 1 liasse |
| 740. | W. | 1 liasse |
| 741. | Z. | 1 liasse |
742. Liste des électeurs âgés de plus de 25 ans disposant du droit de vote universel.
[1894]. 1 pièce
743. Relevés des maisons et bâtiments nouvellement construits, reconstruits ou
agrandis, dressés dans le cadre des élections.
1894-1896. 2 pièces
744. Registre spécial des décisions prises en séance publique du Collège des
bourgmestre et échevins sur toutes les réclamations et séparément sur chaque
affaire.
1894-1896. 1 volume
745. Procès-verbal de vérification des listes électorales par rapport aux incapacités.
10 octobre 1911. 1 pièce
746. Registre spécial aux délibérations du Collège échevinal concernant les
réclamations électorales.
1912-1920. 1 volume
1214. Liste des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et conseils
communaux produite dans le cadre de la révision de 1971.
1971. 1 cahier
747. Avis de radiation des listes électorales dressé en vue de la révision des listes de
1973.
1971. 1 pièce

E. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

1215. Procès-verbal de l'assemblée des électeurs généraux de la 17e section du canton
de Virton dressé lors des élections législatives du 2 juin 1912.
1912. 1 pièce
1216. Expéditions conformes d'arrêtés de la Députation permanente du Conseil
provincial et correspondance concernant la validation des opérations électorales
ayant eu lieu dans la commune.
1958-1970. 1 liasse

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. MILICE ET VOLONTAIRES

Consulter en outre le n° 600 du présent inventaire.

- 748-773. Listes alphabétiques des inscrits.
Consulter également les listes alphabétiques inventoriées aux n° 789, 790, 791, 792, 793, 802, 806

et 807.

1815-1923.

1 pièce et 30 cahiers

748.	1815.	1 cahier
749.	1816.	2 cahiers
750.	1817.	4 cahiers
751.	1818.	1 cahier
752.	1819.	1 cahier
753.	1820.	1 cahier
754.	1821.	1 cahier
755.	1822.	1 cahier
756.	1823.	1 cahier
757.	1824.	1 cahier
758.	1825.	1 cahier
759.	1826.	1 cahier
760.	1827.	1 cahier
761.	1829.	1 cahier
762.	1830.	1 cahier
763.	1901.	1 cahier
764.	1902.	1 cahier
765.	1903.	1 cahier
766.	1904.	1 cahier
767.	1906.	1 cahier
768.	1908.	1 cahier
769.	1909.	1 cahier
770.	1910.	1 cahier
771.	1914.	2 cahiers
772.	1915.	1 cahier
773.	1923.	1 pièce

Ce document est partiel.

774-807. Registres d'inscription pour la milice nationale.
1815-1923.

32 cahiers et 4 volumes

774.	1815.	1 cahier
775.	1817.	4 cahiers
776.	1818.	1 cahier
777.	1819.	1 cahier
778.	1820.	1 cahier
779.	1821.	1 cahier
780.	1822.	1 cahier
781.	1823.	1 cahier
782.	1824.	1 cahier
783.	1825.	1 cahier
784.	1826.	1 cahier
785.	1827.	1 cahier
786.	1828.	1 cahier
787.	1829.	1 cahier
788.	1830.	1 cahier
789.	1831-1857.	1 volume

Présence de listes alphabétiques.

790.	1858-1868. Présence de listes alphabétiques.	1 volume
791.	1869-1878. Présence de listes alphabétiques et de listes des ajournés et des dispensés.	1 volume
792.	1879-1890. Présence de listes alphabétiques et de listes des ajournés et des dispensés.	1 volume
793.	1891-1900. Présence de listes alphabétiques et de listes des ajournés et des dispensés.	1 volume
794.	1901.	1 cahier
795.	1902.	1 cahier
796.	1903.	1 cahier
797.	1904.	1 cahier
798.	1905.	1 cahier
799.	1906.	1 cahier
800.	1909.	1 cahier
801.	1910.	1 cahier
802.	1911. Présence d'une liste alphabétique.	1 cahier
803.	1913.	1 cahier
804.	1915.	1 cahier
805.	1920.	1 cahier
806.	1922. Présence d'une liste alphabétique.	1 cahier
807.	1923. Présence d'une liste alphabétique.	1 cahier
808-815.	Relevés nominatifs des hommes appartenant à la commune qui ont été désignés pour le service par le Conseil de milice, siégeant à Neufchâteau, et se sont présentés à monsieur le gouverneur, en exécution du contingent imposé pour la commune.	
	1817-1825.	10 pièces
808.	1817.	1 pièce
809.	1818.	1 pièce
810.	1820.	2 pièces
811.	1821.	2 pièces
812.	1822.	1 pièce
813.	1823.	1 pièce
814.	1824.	1 pièce
815.	1825.	1 pièce
816-837.	Relevés nominatifs des personnes appartenant à la commune qui ont été exemptées du service pour une année ou définitivement.	
	1817-1849.	22 pièces
816.	1817.	
817.	1818.	
818.	1819.	
819.	1820.	
820.	1821.	
821.	1822.	
822.	1823.	

- | | | |
|------|-------|--|
| 823. | 1824. | |
| 824. | 1825. | |
| 825. | 1826. | |
| 826. | 1827. | |
| 827. | 1828. | |
| 828. | 1829. | |
| 829. | 1830. | |
| 830. | 1835. | |
| 831. | 1836. | |
| 832. | 1837. | |
| 833. | 1839. | |
| 834. | 1840. | |
| 835. | 1841. | |
| 836. | 1842. | |
| 837. | 1849. | |
- 838-839. Registres contenant les noms des miliciens arrivés dans la commune, par congé limité ou illimité.
1819-1851. 2 cahiers et 1 volume
- | | | |
|------|------------|-----------|
| 838. | 1819-1820. | 2 cahiers |
| 839. | 1843-1851. | 1 volume |
- Présence d'un état des miliciens se trouvant en congé dans la commune.
840. États nominatifs des miliciens de la commune qui, n'ayant obtenu qu'une exemption provisoire, sont dans le cas de justifier de nouveau des droits qu'ils peuvent encore y avoir, et doivent par conséquent être reportés sur la liste alphabétique, à la suite des jeunes gens qui, au 1^{er} janvier prochain, auront atteint leur 19^e année.
1822-1825. 1 liasse
841. États nominatifs des miliciens de la commune qui, porteurs de numéros dépassés, sont dans le cas de justifier de nouveau, de leurs droits à l'exemption, et doivent par conséquent être reportés sur la liste alphabétique, et non sur le registre d'inscription, à la suite des jeunes gens qui, au 1^{er} janvier prochain auront atteint leur 19^e année.
1827-1843. 1 liasse
Seules les années 1827-1829, 1831, 1834, 1836-1837 et 1840-1843 sont conservées.
842. Extrait des relevés nominatifs des miliciens qui, au premier janvier 1829, « manquent aux différents bataillons ou régiments de Milice, et qui, conformément à l'article 20 de la loi, doivent être remplacés par d'autres ». 28 janvier 1829. 1 pièce
843. Relevés nominatifs des miliciens de la commune qui ont été incorporés.
1832-1869. 1 liasse
Seules les années 1832, 1834-1835, 1837-1838, 1840-1841, 1843-1845, 1847, 1849-1853, 1855-1856, 1859-1860, 1865, 1867 et 1869 sont conservées.
844. Extrait du registre de tirage au sort de la commune pour la levée de 1840.
25 mars 1840. 1 pièce

845. Registre d'inscription des actes de publications des exemptions ou exclusions prononcées par le Conseil de milice et par la Députation permanente du Conseil provincial.
1871-1891. 1 cahier
Ce registre est fortement dégradé.
846. Registre des militaires en permission ou en congé illimité.
1873-1893. 1 liasse
847. « Cartouches » de miliciens ayant satisfait aux obligations qui leur étaient imposées par les lois.
1876-1894. 1 liasse
848. Extraits du registre matricule des sous-officiers et soldats relatifs à l'envoi en congé illimité de Nicolas-Joseph Debeffe dit « Roquet », maréchal des logis, et de Jean Bouvy, sergent.
1883. 2 pièces
849. État des volontaires, des élèves de l'École militaire et des remplaçants de frère qui, à la date du 1^{er} janvier 1902, sont appelés à concourir au tirage au sort pour la levée de la milice et courrier afférent.
1901. 2 pièces
- 850-858. Listes des ajournés et des dispensés.
1901-1914. 9 pièces et 2 cahiers
Consulter également les listes des ajournés et des dispensés inventoriées aux n° 791, 792 et 793.
- | | | |
|------|-------|----------------------|
| 850. | 1901. | 1 pièce |
| 851. | 1902. | 1 pièce |
| 852. | 1903. | 1 pièce |
| 853. | 1904. | 1 pièce |
| 854. | 1905. | 1 pièce |
| 855. | 1906. | 1 pièce |
| 856. | 1910. | 1 pièce |
| 857. | 1911. | 1 pièce |
| 858. | 1914. | 1 pièce et 2 cahiers |
1217. États des miliciens dont l'exemption ou l'exclusion a été prononcée et liste des appels tendant à obtenir des exemptions ou à faire prononcer l'exclusion.
1909-1910. 1 liasse
Ces documents sont fortement dégradés.
859. État des miliciens du canton de Saint-Léger que le Conseil de milice a exemptés ou exclus dans sa séance du 31 août 1910 dans le cadre de la levée de 1911.
1910. 1 pièce
860. Avis du Collège des bourgmestre et échevins appelant l'attention des inscrits pour la levée de 1914 et des ajournés des levées antérieures, sur les nouvelles causes d'exemption que consacre la loi du 30 août sur la milice.
30 octobre 1913. 1 pièce
- 861-910. Dossiers de levées de milice.
1914-1968. 3 pièces et 48 liasses
- | | | |
|------|-------|----------|
| 861. | 1914. | 1 liasse |
| 862. | 1919. | 1 pièce |

863.	1920.	1 liasse
864.	1921.	2 pièces
865.	1923.	1 liasse
866.	1924.	1 liasse
867.	1925.	1 liasse
868.	1926.	1 liasse
869.	1927.	1 liasse
870.	1928.	1 liasse
871.	1929.	1 liasse
872.	1930.	1 liasse
873.	1931.	1 liasse
874.	1932.	1 liasse
875.	1933.	1 liasse
876.	1934.	1 liasse
877.	1935.	1 liasse
878.	1936.	1 liasse
879.	1937.	1 liasse
880.	1938.	1 liasse
881.	1939.	1 liasse
882.	1940.	1 liasse
883.	1941.	1 liasse
884.	1942.	1 liasse
885.	1943.	1 liasse
886.	1944.	1 liasse
887.	1945.	1 liasse
888.	1946.	1 liasse
889.	1947.	1 liasse
890.	1948.	1 liasse
891.	1949.	1 liasse
892.	1950.	1 liasse
893.	1951.	1 liasse
894.	1952.	1 liasse
895.	1953.	1 liasse
896.	1954.	1 liasse
897.	1955.	1 liasse
898.	1956.	1 liasse
899.	1957.	1 liasse
900.	1958.	1 liasse
901.	1959.	1 liasse
902.	1960.	1 liasse
903.	1961.	1 liasse
904.	1962.	1 liasse
905.	1963.	1 liasse
906.	1964.	1 liasse
907.	1965.	1 liasse
908.	1966.	1 liasse
909.	1967.	1 liasse
910.	1968.	1 liasse

911. Relevé des miliciens et des candidats volontaires de milice de la commune qui ont reçu notification de la décision du Conseil de milice au sujet de leur demande et pièces afférentes.
1922. 1 liasse
912. Dossier ayant trait aux demandes d'indemnités de milice.
1954-1958. 1 liasse
913. Courrier émanant du Conseil de révision de la province du Luxembourg avertissant le bourgmestre de la mise en observation de deux miliciens de la commune à l'hôpital militaire de Namur.
26 juillet 1955 – 23 août 1955. 1 liasse
914. Listes nominatives des militaires en disponibilité ou en congé illimité et qui sont rappelés sous les armes pour un rappel ordinaire en temps de paix.
1971. 2 pièces

B. MILICES BOURGEOISES

1. GARDE CIVIQUE (1830-1921)

915. Procès-verbal des élections de la garde civique.
1874. 1 pièce

C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX

916. Pièces ayant trait aux réquisitions effectuées par le Gouvernement provincial au bénéfice d'autres communes.
1814-1815. 3 pièces
917. Registre de classement servant à l'inscription de tous les véhicules hippomobiles appartenant aux habitants de la commune dans le cadre de la mobilisation de l'armée.
1930. 1 cahier
918. Registre de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles appartenant aux habitants de la commune.
[Deuxième moitié XX^e siècle]. 1 cahier
919. Registre de classement servant à l'inscription des motocyclettes appartenant aux habitants de la commune.
[Deuxième moitié XX^e siècle]. 2 pièces

D. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCE

1. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

920. Listes des déportés et des fournitures qui leur sont octroyées.
1916-1920 1 liasse
921. Brouillon de la liste des habitants et des biens ayant subi des dommages de guerre.
1919. 1 cahier

922. Listes des réclamations introduites par les habitants suite aux dommages subis aux biens lors de la guerre.
1919-1920. 1 liasse
Présence des listes dressées pour les catégories A-C, E et G-H.
923. Dossier relatif aux locations d'habitations provisoires mises à disposition par le Fonds du Roi Albert.
1920-1921. 1 liasse
- 2. SECONDE GUERRE MONDIALE**
- Consulter en outre les n° 989, 971, 1115, 980, 981, 982, 983, 984, 985.
924. Fiches récapitulatives de déclaration de sinistre aux biens agricoles par faits de guerre appartenant à Joseph Pechon dit Camille.
[1940]. 2 pièces
925. Pièces diverses relatives à l'état de guerre et à ses conséquences.
1940-1945. 1 liasse
Certaines pièces concernent la Croix-Rouge et les prisonniers de guerre.
926. Dossier relatif aux travaux de démolition des ruines des immeubles sinistrés, au classement des matériaux et au transport des déblais inutilisables.
1944-1945. 1 liasse
927. Dossier concernant les dommages de guerre subis par différents biens communaux et plus particulièrement par l'église, les écoles, le logement scolaire ainsi que les bois communaux.
1944-1963. 1 liasse
Présence de plans.
928. Liste des prisonniers de guerre.
[Deuxième moitié XX^e siècle]. 1 pièce

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE COMMUNALE

1. POLICE URBAINE

a. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics

929. Procès-verbal constatant la non-exécution, par Monsieur Gillet, de l'arrêté de la Députation des États du 14 juillet 1832 lui ordonnant la démolition des retenues pratiquées sur la rivière et son élargissement.
1832. 1 pièce

b. Missions de police judiciaire

930. Registre servant à l'inscription des condamnations judiciaires prononcées contre des habitants pour contraventions ou délits.
1853-1899. 1 volume

931. Tableaux des condamnations prononcées par le Tribunal d'Arlon, bulletins de renseignements et autres pièces concernant les condamnations et les casiers judiciaires des habitants de la commune.
1879-1913. 1 liasse
- 932-933. Registres des condamnations judiciaires, tenus en exécution de la circulaire du ministre de l'Intérieur du 8 juillet 1853.
1899-1935. 2 volumes
932. 1899-1905.
933. 1905-1935.
934. Registre d'inscription des peines prononcées.
1934-1948. 1 volume
- 935-936. Registres des condamnations judiciaires.
[1950]. 2 volumes
935. Par ordre alphabétique.
936. Par numéro d'ordre.
937. Bulletins de condamnations transmis à l'administration communale et bulletins des transactions intervenues.
1952-1968. 1 liasse

2. POLICE RURALE

- 938-950. Livrets tenus par les gardes champêtres, en vertu de l'article 78 du code rural, indiquant jour par jour leurs tournées, les contraventions constatées ainsi que les délinquants, les plaintes reçues, les devoirs exécutés, les pièces remises et les avertissements donnés.
1^{er} octobre 1887 – 26 octobre 1974. 13 volumes
938. 1^{er} octobre 1887 – 2 octobre 1888 (Wathelet Jean-Baptiste).
939. 2 octobre 1889 – 3 octobre 1890 (Wathelet Jean-Baptiste).
940. 4 octobre 1890 – 5 octobre 1891 (Wathelet Jean-Baptiste).
941. 6 octobre 1891 – 28 mai 1892 (Wathelet Jean-Baptiste).
Ce livret a été visé par le Collège en séance du 29 septembre 1892.
942. 27 août 1892 – 18 août 1893 (Magnette Louis).
943. 27 août 1892 – 29 août 1893 (Hissette Ferdinand).
Ce livret a été visé par le bourgmestre le 30 août 1893.
944. 30 août 1893 – 29 août 1894 (Hissette Ferdinand).
945. 9 septembre 1969 – 28 mai 1970 (Priod René).
946. 29 mai 1970 – 28 janvier 1971 (Priod René).
947. 29 janvier 1971 – 7 septembre 1971 (Priod René).
948. 8 septembre 1971 – 25 avril 1972 (Priod René).
949. 2 juillet 1973 – 19 février 1974 (Priod René).
950. 20 février 1974 – 26 octobre 1974 (Priod René).
951. Carnet servant à l'inscription de la comptabilité du garde champêtre.
13 avril 1917 – 30 novembre 1931. 1 cahier
Ce carnet concerne les fournitures d'œufs, les ventes de bruyères, de taillis, de bois de chauffage ou encore les ventes de chablis.

B. AUTRES SERVICES D'ORDRE COMMUNAUX**1. SERVICE D'INCENDIE**

952. Carnet de présence, aux sorties, des sapeurs-pompiers de la commune.
1886-1890. 1 cahier

X. SANTÉ PUBLIQUE**A. GÉNÉRALITÉS**

953. Certificat dressé par le docteur en médecine Auguste Neyen, domicilié à Saint-Léger, concernant Thérèse Bernard, âgée de 70 ans, née à Mussy-la-Ville et épouse de Jean Lambert.
8 novembre 1832. 1 pièce

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES**1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES**

954. Registre destiné à l'inscription des enfants vaccinés et revaccinés.
14 mai 1952 – 23 janvier 1971. 1 cahier
955. Dossier ayant trait à la lutte contre la variole.
1952-1975. 1 liasse
956. Bulletins de déclaration, dressés par des médecins, concernant une fillette atteinte de la poliomyélite.
28 août 1953 – 3 septembre 1953. 2 pièces
957. Listes des enfants vaccinés dans le cadre de la vaccination antipoliomyélitique.
1958. 1 liasse
958. Répertoire des enfants inoculés dans le cadre de la vaccination obligatoire contre la poliomyélite.
14 juin 1967 – 6 janvier 1978. 1 volume
959. Registre des assujettis à la vaccination antivariolique obligatoire.
1970-1971. 1 volume
960. Registre d'inscription des enfants assujettis à la vaccination antivariolique.
1970-1976. 1 volume

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

961. Cartes de service établies dans le cadre de saisies de viande opérées par le médecin-vétérinaire.
1955-1956. 2 pièces
962. Tableaux servant à produire les statistiques des animaux abattus pour la consommation.
1956-1959. 1 liasse

963. Registre des déclarations d'abattage d'animaux non soumis à l'expertise.
1957-1959. 1 volume

3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

964. Registre servant à l'inscription des propriétaires de chiens auxquels des médailles ont été délivrées par l'autorité locale.
1905. 1 pièce
Ce registre est tenu en exécution du règlement général du 16 juin 1891 relatif aux mesures de précaution contre la rage canine.

965. Pancarte prescrivant l'interdiction de circuler pour les ruminants, les porcs, les chiens et la volaille et défendant de transporter de petits ruminants, porcs et porcelets dans le cadre des mesures prises pour endiguer la fièvre aphteuse ou cocotte.
[XX^e siècle]. 1 pièce

4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS

966. Rapport d'enquête de taudis concernant un immeuble sis au n° 205, Grand'Rue, à Saint-Léger.
13 avril 1960. 2 pièces

5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

967. Dossier relatif aux immeubles reconnus insalubres sis sur le territoire de la commune.
1962-1973. 1 liasse

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

968. Plan dressé dans le cadre des travaux d'aménagement d'un secrétariat communal et de la construction d'un nouveau local scolaire.
[Première moitié XX^e siècle]. 1 pièce
969. Plan des lambris de la salle du Conseil.
1951. 1 pièce

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

Consulter en outre le n° 968 du présent inventaire.

970. Dossier ayant trait aux travaux de réparations et d'améliorations à exécuter aux bâtiments scolaires.
1923-1926. 3 pièces et 1 cahier

971. Dossier relatif aux travaux de reconstruction de l'école des filles sinistrée par faits de guerre en septembre 1944.
1947-1956. 1 liasse
Présence de plans.
972. Cahier des charges dressé dans le cadre de travaux de « grosse réparation » à effectuer à l'école communale.
1950. 1 cahier
973. Dossier dressé dans le cadre des travaux de placement d'un revêtement en dalles de ciment dans la cour de l'école communale.
1961. 1 liasse
Présence d'un plan.
- 3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME**
974. Plans dressés dans le cadre des travaux d'aménagement d'une plaine de jeux pour enfants.
[Deuxième moitié XX^e siècle]. 2 pièces
975. Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'un terrain de camping au lieu-dit « Conchibois ».
[Deuxième moitié XX^e siècle]. 1 liasse
- 4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE, BÂTIMENTS ET CONSTRUCTIONS ANNEXES (PRESBYTÈRE, CIMETIÈRE, ETC.)**
976. Dossier ayant trait aux travaux de reconstruction de l'église.
1830-1834. 1 liasse
977. Plans, détails et profils du cimetière.
1907. 2 pièces
978. Dossier afférent aux travaux de restauration et d'aménagement à exécuter à la maison vicariale et à l'église.
1924-1927. 1 liasse
979. Dossier ayant trait aux travaux de restauration de la chapelle Notre-Dame de Wachet.
1941-1959. 1 liasse
Présence de plans.
- 980-985. Dossiers relatifs aux travaux de reconstruction de l'église paroissiale, incendiée par les Allemands le 5 septembre 1944.
1945-1975. 6 liasses
Présence de plans dans tous les dossiers.
980. Reconstruction de l'église.
1945-1962.
981. Fourniture et le placement des orgues.
1953-1958.
982. Fourniture et pose de vitraux.
1953-1968.

983. Fourniture et placement d'un beffroi métallique, montage et électrification des cloches et placement d'une horloge électrique.
1953-1975.
984. Installation du chauffage.
1952-1959.
985. Installation électrique.
1952-1962.
986. Dossier ayant trait au projet de construction d'une nouvelle maison vicariale.
1946-1950 1 liasse
Présence de plans.
1218. Courriers envoyés au bourgmestre par le conseiller juridique adjoint du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction concernant les dossiers de Dommages de Guerre ouverts pour les administrés sinistrés.
1954-1959. 1 liasse
987. Dossier concernant la construction d'un presbytère et d'une maison vicariale.
1962-1972. 1 liasse
Présence de plans.
988. Facture établie suite à la remise en marche de l'horloge de l'église par les « Établissements Bach ».
1979. 2 pièces
- 5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)**
989. Dossier ayant trait à la construction d'un monument aux morts de la guerre.
1959. 1 liasse
Présence de plans.
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, ...)**
- Consulter en outre le n° 240 du présent inventaire.
990. Arrêtés du Collège des bourgmestre et échevins statuant sur les demandes introduites par des tiers dans le cadre des alignements le long des grandes routes.
1838-1849. 1 liasse
991. Extrait du plan de détail n° 14 de l'atlas des chemins vicinaux relatif au projet de redressement du chemin de Saint-Léger au lieu-dit « le Rhé ».
7 juillet 1861. 2 pièces
992. Plans d'abornement des chemins de la commune indiquant les longueurs et les largeurs entre les bornes.
[XIX^e siècle ?]. 2 pièces
993. Dossier relatif aux travaux de pavage et d'empierrement à effectuer rue Perdue et ruelle de Schoupag.
1907-1908. 1 liasse
Présence de plans.

994. Plan terrier dressé dans le cadre du projet de construction de filets d'eau.
1908. 1 pièce
995. Avis et rapports sur requête, correspondance, plan et autres pièces ayant trait aux demandes introduites par des particuliers tendant à obtenir les autorisations nécessaires pour construire un mur, établir des trottoirs, placer une terrasse ou une publicité le long de la voirie.
1957-1963. 1 liasse

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

996. Plan représentant le cours d'eau « Dahéré » et ses différentes prises d'eau pour l'irrigation, le défrichement opéré dans une partie du bois communal de Saint-Léger, compris entre les usines de Dahéré, le moulin de Saint-Léger et la propriété de Monsieur Glaesener.
1^{er} août 1870. 1 pièce

D. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

997. Dossier afférent à l'installation d'un nouveau poste de transformation, route de Virton.
1969. 1 liasse
Présence d'un plan.
998. Dossier ayant trait au déplacement des lignes basses tensions de la ferme Renould, de la cabine du « Haut de la Cloche » et d'un poteau béton de la ligne haute tension.
1969-1971. 1 liasse
Présence d'un plan.
999. Dossier relatif aux travaux de remplacement de supports vétustes et au renforcement du réseau basse tension.
1970-1977. 1 liasse
Présence de plans.
- 1000-1004. Dossiers concernant des travaux d'extension du réseau basse tension dans la commune.
1970-1978. 5 liasses
1000. Étable de Jean-Marie Pechon (lieu-dit « Au-dessus de la Demoiselle »).
1970-1978.
1001. Nouvel immeuble Gillet (rue du Tram à Meix-le-Tige).
1977.
1002. Nouvelle construction d'André Mathieu (rue Perdue).
1974-1975.
1003. Nouvelle construction de Germain Peschon.
1972.
1004. Lotissement Tondeur et Kemp (rue du Tram à Meix-le-Tige).
1976-1977.

1005. Dossier concernant l'électrification du lotissement dit « Quartier Lackman ». 1974-1978. 1 liasse
Présence de plans.

2. RÉSEAU D'ÉGOUTS

1006. Plans relatifs au projet de construction d'un réseau d'égouts. 1945-1948. 1 liasse

3. TÉLÉPHONE

1007. Dossier ayant trait aux travaux à exécuter par la Régie des Télégraphes et des Téléphones sur le domaine communal. 1937-1975. 1 liasse
Présence de plans

4. TRANSPORTS EN COMMUN

1008. Dossier relatif aux travaux de construction d'un abri au point d'arrêt de l'autobus. 1947. 1 liasse

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. GÉNÉRALITÉS

1009. Tableaux reprenant les statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis du 1^{er} janvier 1958 au 31 décembre 1960. 1959-1961. 3 pièces

2. PLAN D'AMÉNAGEMENT

1010. Dossier relatif à l'adoption définitive du plan d'aménagement. 1944-1955. 1 liasse

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

1219. Dossier relatif à l'instruction primaire. 1853-1908. 1 liasse
1011. Rapports sur l'école communale des garçons. 26 mai 1892 – 14 juillet 1892. 1 liasse
Ces rapports, concernant la 1^{ère}, 2^e et 3^e classe, sont établis conformément à la circulaire ministérielle du 9 décembre 1891.
1220. Courrier émanant de l'inspecteur cantonal et transmis pour information au bourgmestre ayant pour objet le changement d'école d'élèves en cours d'année scolaire. 1957. 1 pièce

B. CADRE GÉNÉRAL

1012. Courrier émanant du gouverneur approuvant la fermeture de deux écoles particulières.
10 avril 1822. 1 pièce

C. ORGANISATION

1013. Courrier émanant du commissaire d'arrondissement concernant la réorganisation des écoles existantes en vue d'y recevoir les petits enfants ainsi que des écoles pour adultes.
9 janvier 1863. 1 pièce
1014. Dossier relatif à l'organisation et à la fréquentation des cours d'adultes gratuits.
1866-1883. 1 liasse
1015. Avis du Collège échevinal ayant trait à la date de la prochaine rentrée des classes ainsi qu'au refus du curé que soit donné un cours de catéchisme dans les écoles communales.
[XIX^e siècle]. 1 pièce
1016. Tableaux des horaires des cours et des matières dans le degré moyen.
[XIX^e siècle ?]. 2 pièces
1017. Échange de courrier entre l'inspecteur principal et le bourgmestre concernant la fixation des congés scolaires.
1939. 2 pièces
1018. Pétition émanant des élèves des écoles gardiennes et primaires se plaignant, au bourgmestre et aux membres du Conseil communal, de ne pas pouvoir être en vacances avant le 15 juillet contrairement à leurs condisciples des écoles officielles et minute d'un courrier adressé par le bourgmestre à l'inspecteur concernant le discrédit provoqué à l'autorité communale par l'usage de tels moyens de pression.
1951-1952. 2 pièces
1019. Courrier relatif à la volonté des enseignants de supprimer les cours de religion dans le cas où le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux leur refuseraient les suppléments communaux.
1956. 1 pièce

D. PERSONNEL

Consulter les n° 544, 232 et 233 du présent inventaire.

E. BÂTIMENT

1020. État de situation de la maison d'école et de ses dépendances.
1874. 1 pièce

F. ÉQUIPEMENT

1021. Inventaire prescrit par les articles 43 et 44 du règlement communal sur l'instruction primaire et courrier afférent.
1887. 1 pièce et 1 cahier

1022. Inventaire des livres et autres fournitures classiques à l'usage des élèves indigents dans l'école des garçons et l'école des filles.
[XIX^e siècle]. 1 pièce
1023. Inventaire du mobilier de l'école primaire communale des garçons dirigée par M. Hizette.
[XIX^e siècle]. 1 pièce
1024. Dossier concernant la fourniture et le placement de mobilier scolaire nécessaire aux écoles primaires de la commune.
1941-1954. 1 liasse

G. FINANCES

- 1025-1026. Budgets des écoles d'adultes.
1867-1883. 1 pièce, 2 cahiers et 1 liasse
1025. 1867-1870. 1 liasse
1026. 1881-1883. 1 pièce et 2 cahiers

H. OBLIGATION SCOLAIRE

- 1027-1044. Registres d'inscription des garçons.
1848-1896. 21 cahiers et 2 volumes
1027. 1848-1864. 1 volume
1028. 1865-1875. 1 volume
1029. 1880-1881. 2 cahiers
1030. 1881-1882. 1 cahier
1031. 1882-1883. 2 cahiers
1032. 1883-1884. 2 cahiers
1033. 1884-1885. 3 cahiers
1034. 1885-1886. 1 cahier
1035. 1886-1887. 1 cahier
1036. 1887-1888. 1 cahier
1037. 1888-1889. 1 cahier
1038. 1889-1890. 1 cahier
1039. 1890-1891. 1 cahier
1040. 1891-1892. 1 cahier
1041. 1892-1893. 1 cahier
1042. 1893-1894. 1 cahier
1043. 1894-1895. 1 cahier
1044. 1895-1896. 1 cahier
- 1045-1047. Registres d'inscription des filles.
1879-1885. 3 cahiers
1045. 1879-1880.
1046. 1883-1884.
1047. 1884-1885.
- 1048-1062. Listes d'inscription des enfants dressées dans le cadre de l'instruction gratuite.
1895-1913. 5 pièces et 38 cahiers
1048. 1895-1896. 2 cahiers
1049. 1896-1897. 1 pièce et 2 cahiers

1050.	1897-1898.	4 cahiers
1051.	1898-1899.	7 cahiers
1052.	1899-1900.	2 pièces et 2 cahiers
1053.	1900-1901.	1 pièce et 3 cahiers
1054.	1901-1902.	1 pièce et 2 cahiers
1055.	1903-1904.	2 cahiers
1056.	1904-1905.	2 cahiers
1057.	1905-1906.	2 cahiers
1058.	1906-1907.	2 cahiers
1059.	1908-1909.	2 cahiers
1060.	1910-1911.	2 cahiers
1061.	1911-1912.	2 cahiers
1062.	1912-1913.	2 cahiers
1063.	Liste des enfants ayant droit à l'instruction gratuite qui fréquentent les écoles primaires et courrier afférent. 1896.	3 pièces
1064.	Liste des enfants soumis à l'obligation scolaire et courrier afférent. 1973-1974.	1 liasse

XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

1065.	Affiche ayant trait à l'exposition du Musée gaumais sur l'histoire régionale et l'histoire locale de la Gaume et Saint-Léger dans le passé. 1958.	1 pièce
-------	--	---------

B. DIVERTISSEMENTS

1066.	Dossier ayant trait à la Société de musique « Philharmonie Sainte-Cécile ». 1862-1901.	1 liasse
1067-1075.	Pièces relatives à la société de musique « Fanfare communale ». 1879- [Deuxième moitié XIX ^e siècle].	9 pièces et 3 liasses
1067.	Constitution et règlement de la fanfare. 1879-1880.	1 liasse
1068.	Mandats et factures. 1880-1883.	1 liasse
1069.	Comptabilité. 1880-1890.	1 liasse
1070.	Correspondance avec les avocats. 1883.	2 pièces
1071.	Relevé des membres de la société ayant reçu une convocation pour l'assemblée générale. 1883.	1 pièce
1072.	Souscription pour la fête du 5 octobre. 1884.	1 pièce
1073.	Extrait des séances du Conseil communal. 1888.	1 pièce

1074. Correspondance avec les membres du Conseil communal et du Collège échevinal.
1893-1897. 3 pièces
1075. Souscription pour le drapeau.
[Deuxième moitié XIX^e siècle]. 1 pièce

C. SPORTS

1076. Dossier relatif à l'organisation d'une course cycliste pour amateurs juniors par le club « Saint-Léger – Vélo ».
1968. 1 liasse

XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE

A. AGRICULTURE ET SYVICULTURE

1077. Attestations de capture et courrier du commissaire d'arrondissement relatifs à l'obtention d'une prime pour la destruction de loups.
1836-1837. 3 pièces

B. INDUSTRIE ET ARTISANAT

1078. Liste des ouvriers travaillant dans les usines.
[Milieu XX^e siècle]. 1 cahier
1079. Extrait de la matrice cadastrale, procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo, plan et autres documents concernant le changement de mode de jouissance d'une parcelle sise au lieu-dit « Conchibois » afin d'y construire un bâtiment industriel.
1954. 1 liasse

C. CIRCULATION

1080. Dossier relatif à la gestion et à l'exploitation des lignes d'autobus qui desservent Saint-Léger.
1948-1975. 1 liasse
Présence de plans.

D. COMMUNICATION

1081. Courriers adressés au bourgmestre et aux membres du Conseil communal de Meix-le-Tige relatifs au rattachement au réseau téléphoniques des communes de Saint-Léger, Châtillon, Meix-le-Tige, Rachecourt, Mussy-la-Ville et Bleid, afin de constituer un nouveau groupe dont le bureau central serait situé à Saint-Léger.
1904. 2 pièces

XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

A. MESURES SOCIALES

1. ALLOCATIONS

1221. Déclarations nominatives relatives à l'octroi d'allocations compensatoires pour les mois d'octobre et de novembre 1947.
1947. 1 liasse
1222. Registre de caisse pour les bons d'allocations compensatoires.
1947-1948. 1 volume

2. CHÔMAGE

1082. Dossier ayant trait à la mise au travail des chômeurs.
1949-1977. 1 liasse

3. LOGEMENT

a. Exécution des tâches communales

1083. Dossier relatif à l'octroi de primes pour la construction d'habitations.
1954-1977. 1 liasse

b. Collaboration avec des tiers

1084. Dossier concernant les travaux d'équipement de la cité jardin de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et la construction de petites propriétés.
1960-1971. 1 liasse
1085. Plan relatif au projet de lotissement de la propriété de la Société Nationale Terrienne.
1979. 1 pièce

XVI. TUTELLE SUR LE C.P.A.S. ET SES PRÉDÉCESSEURS EN DROIT

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. FINANCES

1086. Dossier relatif à la comptabilité du Bureau de bienfaisance.
1839-1887. 1 liasse

2. EXÉCUTION DES TÂCHES

1087. Extraits du registre de population, certificats d'indigence, courrier d'institutions et autres pièces ayant trait aux mesures en faveur des nécessiteux et aliénés.
XX^e siècle. 1 liasse

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE**1. PERSONNEL**

1088. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la nomination de François Mathias comme membre de la Commission.
19 février 1887. 1 pièce

2. FINANCES

- 1089-1104. Budgets.
1945-1971. 16 cahiers
- | | |
|-------|-------|
| 1089. | 1945. |
| 1090. | 1951. |
| 1091. | 1952. |
| 1092. | 1953. |
| 1093. | 1954. |
| 1094. | 1955. |
| 1095. | 1956. |
| 1096. | 1957. |
| 1097. | 1958. |
| 1098. | 1959. |
| 1099. | 1965. |
| 1100. | 1966. |
| 1101. | 1968. |
| 1102. | 1969. |
| 1103. | 1970. |
| 1104. | 1971. |
- 1105-1112. Comptes.
1949-1959. 8 cahiers
- | | |
|-------|-------|
| 1105. | 1949. |
| 1106. | 1951. |
| 1107. | 1952. |
| 1108. | 1953. |
| 1109. | 1954. |
| 1110. | 1955. |
| 1111. | 1957. |
| 1112. | 1959. |

3. EXÉCUTION DES TÂCHES

1113. Dossier concernant l'intervention des pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'administrés.
1952-1963. 1 liasse

C. CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE

1114. Dossier relatif à la formation du Conseil du Centre public d'aide sociale.
1977. 1 liasse

XVII. RELATIONS AVEC LES CULTES RECONNUS**A. PAROISSE DE SAINT-LÉGER****1. PATRIMOINE**

1115. Dossier ayant trait à la location d'un baraquement destiné à remplir les fonctions d'église provisoire.
1945-1954. 1 liasse

2. PERSONNEL

Consulter le n° 544 du présent inventaire.

3. FINANCES

1116. Tableau indiquant le nombre et le prix des cierges, la somme totale prévue pour les cierges, la somme revenant à la fabrique, la somme revenant au clergé et le total des droits fixes de la part des cierges revenant à la fabrique.
1887. 1 pièce

- 1117-1146. Budgets.
1945-1979. 30 cahiers
- | | |
|-------|-------|
| 1117. | 1945. |
| 1218. | 1947. |
| 1119. | 1948. |
| 1120. | 1949. |
| 1121. | 1950. |
| 1122. | 1951. |
| 1123. | 1952. |
| 1124. | 1953. |
| 1125. | 1954. |
| 1126. | 1955. |
| 1127. | 1956. |
| 1128. | 1957. |
| 1129. | 1958. |
| 1130. | 1959. |
| 1131. | 1960. |
| 1132. | 1961. |
| 1133. | 1962. |
| 1134. | 1966. |
| 1135. | 1967. |
| 1136. | 1969. |
| 1137. | 1970. |
| 1138. | 1971. |
| 1139. | 1972. |
| 1140. | 1973. |
| 1141. | 1974. |
| 1142. | 1975. |
| 1143. | 1976. |
| 1144. | 1977. |

1145.	1978.	
1146.	1979.	
1147-1172. Comptes.		
1805-1978.		27 cahiers
1223.	1805-1837.	
1147.	1946.	
1148.	1947.	
1149.	1948.	
1150.	1949.	
1151.	1950.	
1152.	1951.	
1153.	1952.	
1154.	1953.	
1155.	1954.	
1156.	1955.	
1157.	1957.	
1158.	1958.	
1159.	1959.	
1160.	1960.	
1161.	1961.	
1162.	1968.	
1163.	1969.	
1164.	1970.	
1165.	1971.	
1166.	1972.	
1167.	1973.	
1168.	1974.	
1169.	1975.	
1170.	1976.	
1171.	1977.	
1172.	1978.	

TABLE DE CONCORDANCE

N° 1173 à 1174, voir p. 40.
N° 1175 à 1176, voir p. 44.
N° 1177 à 1180, voir p. 49.
N° 1181 à 1197, voir p. 50.
N° 1198 à 1199, voir p. 51.
N° 1200, voir p. 52.
N° 1201 à 1209, voir p. 53.
N° 1210 à 1213, voir p. 59.
N° 1214 à 1216, voir p. 61.
N° 1217, voir p. 65.
N° 1218, voir p. 73.
N° 1219 à 1220, voir p. 75.
N° 1221 à 1222, voir p. 80.
N° 1223, voir p. 83.
N° 1224, voir p. 40.
N° 1225 - 1229, voir p. 42.
N° 1230 à 1234, voir p. 43.
N° 1235 - 1252, voir p. 48.



ISBN 978-90-5746-717-2



Illustration de couverture : courrier envoyé en mai 1918 par les membres du
« Comité neutre de secours aux déportés » de Saint-Léger à l'attention du
« président et membres de l'administration communale » concernant les modalités
du transport des vivres aux déportés léodégariens (extrait de l'unité archivistique
n° 920 du présent inventaire).